

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

LUNDI 6 JUIN 1977  
N° 465 1,70 F

Commission Paritaire 56 942  
\*\*

Lire en page 8, déclaration  
d'une militante du FRELIMO

Le peuple du  
Mozambique  
face aux fascistes  
rhodésiens

## Verrerie de Reims

# UN COMMANDO FASCISTE OUVRE LE FEU CONTRE LE PIQUET DE GREVE

- 3 ouvriers, dont un dans un état désespéré.
- Hier manifestation de riposte immédiate
- Cet après-midi, grève générale dans la région.



C'est une intense émotion et un cri unanime de colère qui a traversé la classe ouvrière et tous les travailleurs rémois à l'annonce du grave attentat perpétré contre trois des leurs —ouvriers aux Verreries Mécaniques Champenoises— par un commando de nervis aux premières heures de la journée de dimanche.

Il était minuit et demi, dimanche matin, quand un commando de cinq hommes a commencé par s'en prendre aux banderoles qui ornaient l'entrée des VMC occupées depuis près d'une semaine. Promptement mis en fuite par le piquet de grève, les tueurs reparaissent cinq minutes plus tard, armés de carabines et faisaient feu sur les ouvriers assis devant les grilles de l'usine. Trois d'entre eux étaient fauchés par le tir meurtrier : Serge Vermeulen, secrétaire de la section CGT des VMC, était frappé d'une balle dans l'épaule. Quant à Pierre Maistre, ouvrier verrier aux VMC, marié, père de deux enfants, il s'écroulait, deux fois touché à la tête. Plongé dans un coma dépassé, les services du C.H.R. de Reims jugent son état désespéré.

La première riposte à ces agissements inqualifiables de tueurs contre les ouvriers grévistes a rassemblé plus d'un millier de personnes aux portes mêmes des VMC hier à 11 heures. Rassemblement suivi d'une manifestation de colère dans les rues de Reims.

Dès l'annonce de l'attentat fasciste, des dizaines de milliers de tracts de dénonciation inondaient les quartiers et marchés populaires de la ville. Les ouvriers de BSN ainsi que d'autres usines, débrayaient en témoignage de solidarité avant de se rendre en manifestation au point de rassemblement prévu.

(SUITE DE NOTRE ARTICLE EN P. 6)

**DÉMAGOGIE  
PARFOIS  
RÉPRESSION  
TOUJOURS**

**Législatives  
sans  
surprise  
au Maroc**

(LIRE NOTRE ARTICLE  
EN P. 8)

● SOLMER  
**UN TRAVAILLEUR MUTILÉ  
À VIE**

(Lire en P. 6)

● BALAYEURS DU MÉTRO  
**CHIENS POLICIERS, VIGILES  
AVEC MITRAILLETES  
CONTRE LES OUVRIERS**

Le siège de la RATP occupé samedi

Voir p.5

## Arenc

Malgré  
l'interdiction

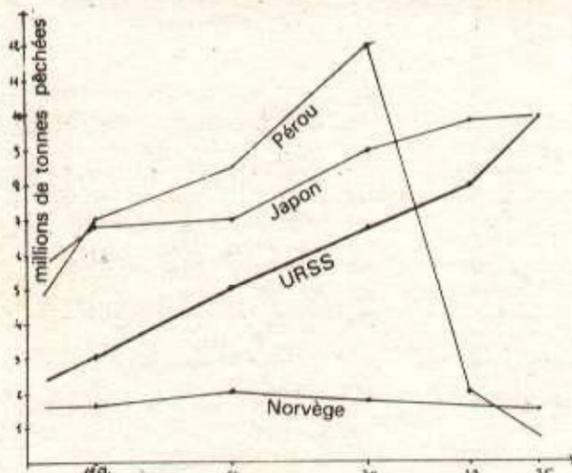
2 000  
MANI-  
FESTANTS  
DÉNONCENT  
LA PRISON  
CLANDES-  
TINE

«Ni rassemblement, ni manifestation» avait déclaré le préfet. Le Collectif Arenc, précisant son caractère pacifique, a déclaré qu'aucune considération de sécurité ne pourrait expliquer un renoncement devant l'arbitraire policier. Malgré le quadrillage policier très important et les actions d'intimidation menées tout au long de la préparation de la marche, le Collectif n'a pas reculé.

Selon un plan bien déterminé et des consignes de groupes, alors que policiers et renseignements généraux croyaient que plus rien ne se passerait, 2 000 manifestants ont défilé samedi de 17 h à 18 heures de la Plaine au vieux Port en passant par la rue Sainte.

(LIRE NOTRE ARTICLE  
EN P. 7)

## Océans : L'EXPLOITATION DES RICHESSES ou les tentatives de coloniser la mer



Sur ce graphique, on constate la progression constante, et accélérée ces dernières années des pêches soviétiques. La chute des pêches péruviennes provient d'une surexploitation des seuls fonds maritimes du Pérou. En pillant les eaux du monde entier, l'URSS pense pallier ce danger...

Une nouvelle session de la conférence des Nations Unies sur le droit de la Mer se tient à New York depuis le 23 mai. Son but : le repartage des mers. Des contradictions aiguës apparaissent notamment entre les pays du Tiers Monde et pays industrialisés, entre les flottilles traditionnelles et les flottes industrielles.

De cette conférence, un nouveau droit de la mer doit naître. Mais ce droit sera-t-il observé ? Depuis les premières négociations, qui ont lieu depuis 1974 sur le droit de la mer, certains bouleversements ont eu lieu. Tel celui qui concerne l'extension des zones territoriales à 200 milles marins, due à l'initiative des pays du Tiers Monde, et qui implique pour les pays côtiers, la propriété exclusive des ressources vivantes, minérales et énergétiques à l'intérieur de ces 200 milles. Tous les pays ont finalement souscrit à ce projet.

Les États Unis qui étaient particulièrement hostiles, et l'URSS qui s'est rabattue sur les eaux de l'atlantique nord et celles de la mer du Nord, on cherché à tirer leur épingle du jeu, en se réservant des zones favorables. Mais l'Europe et la France, en particulier, prises entre la juste lutte des pays du Tiers Monde et la domination des super puissances, connaissent des difficultés croissantes. L'actuel pillage impérialiste des mers, le non-respect des 200 milles, laissent présager que les décisions de la conférence du droit sur la mer auront du mal à être appliquées.

Or, de nouvelles ressources alimentaires, de nouvelles sources de métaux pour les industries, de nouvelles possibilités d'approvisionnement en énergie, voilà ce que peuvent offrir les océans. Et ces richesses risquent d'être la proie des appétits des puissances impérialistes et notamment des super puissances.

# Les ressources alimentaires des océans

Par Frédéric ARNOUX

L'océan a toujours joué un rôle important dans l'alimentation. La pêche, pratiquée depuis longtemps, n'a connu de grands développements que lors des applications de la technologie moderne. Les techniques nouvelles de détection et de capture (emploi de Sonar, perfectionnement des chaluts...) ont multiplié les tonnages de capture d'une manière considérable. De nouvelles flottes sont appa-

ruées (celles du Japon et de l'URSS par exemple). Ces grandes flottes industrielles avec navires-usines, se livrent au pillage des mers en employant au besoin la force contre les autres pays, et constituent un très grave danger pour l'équilibre biologique. Celui-ci est dès maintenant menacé ; de nombreuses espèces sont en voie de disparition et le stock surexploité se trouve au seuil de la rupture.

tonnes rejetées par an dans les mers) empêche le développement du phytoplancton en lui cachant la lumière du jour.

● Le zooplancton, composé de minuscules espèces animales, se nourrit de phytoplancton. Chaque année, 20 milliards de tonnes de zooplancton sont produites.

Le zooplancton sert de nourriture aux animaux zooplanctophages, espèces de petite taille, qui donnent chaque année quatre milliards de tonnes.

Certaines espèces sont consommables, tel le krill, petit crustacé des eaux antarctiques qui pourrait fournir 25 à 60 millions de tonnes.

Mais leur exploitation n'est pas envisagée pour le moment.

● Enfin, au bout de cette chaîne, il y a les poissons, dont les réserves au rythme actuel se trouvent sérieusement compromises.

Ainsi, la connaissance du cycle marin peut faire entrevoir une exploitation des océans sans danger pour l'équilibre écologique. En particulier, en exploitant la production des animaux zooplanctophages comme le krill.

de prises de moins en moins important et une diminution de la taille des espèces.

Le renouvellement des bancs de poissons est l'aboutissement d'une longue chaîne biologique, la chaîne de vie marine, que l'on peut ainsi schématiser :

● Le point de départ est le phytoplancton qui représente la végétation sous-marine, il est surtout composé de plancton. Il se constitue autant (en masse) de phytoplancton que de végétation terrestre, chaque année.

Le pétrole (15 millions de

### RATIONALISER LA PÊCHE : A QUELLE CONDITION ?

Cette source inépuisable de nourriture, venue de la mer, que l'on nous promettrait il y a quelques années, existe-t-elle vraiment ? Oui, à condition que soient appliquées des mesures draconiennes concernant : le maillage des filets, la fixation du quota des prises, la recherche de nouvelles zones de pêche... Des experts pensent que la production annuelle de pê-

che peut doubler (150 000 tonnes) dans les années à venir. Mais la pratique de piraterie industrielle des grandes puissances, malgré les belles paroles, va dans le sens totalement opposé à cette nécessité de rationaliser la pêche.

Mais l'Europe est contrainte de revoir l'organisation de sa pêche, car elle est révolue, l'époque où l'on



Pour l'aquaculture : la nécessité de sites bien appropriés.

s'orientait les yeux fermés dans le développement de la grande pêche industrielle, où l'on armait de gros chalutiers. A cette époque, les eaux du Tiers-Monde donnaient lieu à un pillage sans bornes. Aujourd'hui, la situation s'est profondément modifiée. Aussi, le langage de la restructuration est entré dans le domaine de la pêche, accompagné du cortège habituel des licenciements. C'est en définitive la conséquence de toute une politique impérialiste de pillage, se heurtant à la résistance des peuples qui en sont victimes, et qui veut reporter ses difficultés sur le dos des travailleurs de la pêche.

Les solutions au problème de la pêche existent, nous l'avons vu, mais ce n'est pas sous le capitalisme qu'elles pourront voir le jour.

## L'aquaculture

Les savants orientent aujourd'hui leur recherche vers l'Aquaculture ou élevage des animaux marins, qui, serait à long terme une solution économique à la satisfaction des besoins alimentaires en protéines d'origine océanique.

Par exemple, la part de l'aquaculture des coquillages, crustacés et des poissons dans la production japonaise annuelle de produits de la mer est de l'ordre de 800 000 tonnes soit à peu près l'équivalent de la production totale des pêcheries françaises en un an.

Mais l'aquaculture même si elle peut combler en partie le déficit de la pêche, restera longtemps réservée à l'exploitation d'espèces particulières.

Le coût, les techniques nouvelles, la nécessité de trouver des sites sélectionnés limitent la portée de l'aquaculture. Toutefois les capitalistes accordent une certaine attention à cette aquaculture de luxe dans laquelle ils voient une source de profits certaine. Ils accordent par contre moins d'importance à l'exploitation du Krill qui serait pour eux beaucoup moins source de profits.

Aujourd'hui, la production mondiale avoisine 70 millions de tonnes. Mais cette production stagne depuis plusieurs années. La cause directe de cette stagnation, c'est l'exploitation forcée des ressources.

Seuls l'Union Soviétique et le Japon accroissent leurs pêches au détriment des autres pays.

Le seuil critique au-delà duquel le poisson ne se régénérera plus, risque d'être dépassé si la pratique en cours continue.

La surexploitation joue sur deux points : tout d'abord, la majeure partie des captures se fait dans des zones bien localisées à proximité des côtes. Ensuite, seules quelques espèces sont pêchées sur les milliers qui peuplent les mers.

La fréquence des chalutages, hormis le fait que ceux-ci détruisent, par leur ratissage des fonds marins, de nombreux organismes vivants, perturbent la reconstitution des espèces.

Du fait de cette exploitation intensive, les espèces n'ont plus le temps de se reproduire, d'où un nombre

Le chômage à la fête d'Avant-Garde

## «EN ATTENDANT 78, REJOIGNEZ LES JC» !

Le thème central de la «Fête d'Avant-Garde», mensuel de l'organisation de jeunesse du PCF, c'était la lutte contre le chômage. Un forum intitulé «Forum pour le droit au travail» était organisé, samedi, sous la présidence de Jean Michel Catala, secrétaire général du MJCF, et Paul Laurent, secrétaire du comité central du PCF. Quelques 300 personnes, à peine se déplacèrent vers les «arènes» montées tout au fond de la fête, «arènes» prévues pour un simulacre de corrida.

En attendant, fort longtemps, les orateurs, un animateur tenta vainement de faire scander à la «foule» quelques mots d'ordre contre le chômage. Parmi les spectateurs, quelques-uns, les élus, avaient apporté leurs écharpes tricolores. Après une heure d'attente, le forum commença par une série de témoignages sur le chômage : toutes les interventions donnaient la même

perspective : «Rejoins la JC» ! Mais pas un mot sur les moyens de lutter, au contraire : c'étaient des appels à la résignation, en attendant 78 ! Ceux qui n'étaient pas encore chômeurs annonçaient leur prochain licenciement comme une fatalité, à laquelle il fallait se résigner.

Après ces interventions, Catala fit un rapide discours, vide et sans perspective ; un appel à la lutte pour la satisfaction des revendications immédiates, mais ne donnant aucune perspective, à part l'inévitable «coup» sur le programme

commun. Seule, une allusion au «socialisme» tentait de donner un peu de volume à son discours, mais c'était pour affirmer sans autre explication : «Dans la France socialiste de demain, la hantise du chômage disparaîtra si nous luttons bien, si nous menons une bonne bataille de conviction». Les personnes, peu nombreuses, n'appartenant pas au PCF ou au MJCF, n'ont pas eu l'air convaincus !

Vient le tour de Paul Laurent. Il ne fera, en fait, que reprendre ce qu'a dit Catala, insistant plus longuement sur les revendications immédiates, mettant en avant le «chiffrage» du programme commun réalisé par le PCF. Il égratignera au passage le PS, demandant : «Qui peut ne pas être d'accord avec cela ?», et, insistant sur cette question. Ainsi se termina ce forum démobilisateur.

Il était en fait à l'image de cette fête, peu de monde, ce samedi, peu de politique et peu d'attractions foraines. Une «fête» sans beaucoup de travailleurs. Le stand de la fédération de Paris du PCF n'avait d'autre activité que de vendre des billets de tombola. Dans les rares stands où l'on trouvait des livres, «Le Manifeste» de K. Marx cotoyait «L'Echo des Savanes» et autres bandes dessinées du même genre ! On y vendait aussi la Bible.



Par ci, par là, un poing levé : tout le monde n'a pas pas parfaitement assimilé le 22<sup>e</sup> Congrès.

Olivier LUSSAC

### Marchais devant les élus PCF :

Samedi et dimanche se tenaient à Nanterre les «journées d'étude» des élus du PCF. C'est Marchais en personne qui clôturait ces deux journées. Dans son discours, le secrétaire général du PCF a appelé les élus à la vigilance : rappelant que le chiffre du programme commun par ce parti «n'a rien d'une formalité sans importance», il explique son véritable but : «Il n'est pas possible d'aller à la bataille avec le programme commun tel qu'il est... il faut dire aujourd'hui ce que nous ferons demain, et non pas rester dans le vague pour garder les mains libres» ! Et de rajouter : «Attention aux désillusions» ! Marchais semble donc inquiet pour l'avenir ; sans entrer dans le détail, il fait des allusions à la rencontre sur la négociation du programme commun, en indiquant notamment : «... la minceur des propositions du PS et les propositions de certains dirigeants de ce parti ne sont pas faites pour nous rassurer.» Le PCF, face aux manœuvres du PS qui veut garder toute sa liberté d'action après 78, essaie d'obtenir des garanties : c'est le sens du chiffre et des propositions de négociations, qui obligent le PS à prendre officiellement position. Il semblerait donc que le PS oppose une résistance à cette tactique.

### Alternance sans enthousiasme

Le «Journal du Dimanche» publiait hier un sondage éloquent : non pas principalement, sur le nombre des personnes interrogées pensant que la gauche remportera les élections en 78 et qui s'élève à 70%, mais beaucoup plus sur les conséquences attendues : ainsi, 61% des personnes interrogées considèrent qu'elles auront ni plus ni moins d'argent que maintenant ; les promesses sur les salaires ne sont même pas crues. Et 58%, pour confirmer cette opinion, pensent que leur niveau de vie ne changerait pas. En somme, il s'agit plutôt de changer de têtes que de bouleverser l'ordre social.

**10 millions :**  
**Pour nos ennemis, ce n'est rien**  
**Pour nous, c'est beaucoup**  
**Souscrivez pour le Quotidien**

PSU : à la fête de la «libre expression»

## LA DIFFICULTÉ A SE DÉFINIR FACE A L'UNION PS-PC

Il y avait du monde, samedi et dimanche, à la fête du PSU, probablement venu rechercher ce que les organisateurs appelaient «un espace libre, vraiment libre, où chacun, comme il est, peut trouver les formes d'expression qui lui conviennent». Aussi, sur l'espace de la Courneuve, où le PCF a coutume de rassembler la machinerie de Luna Park de la fête de l'Humanité, on était surtout frappé par la place tenue par les groupes tels que les écologistes et les mouvements de femmes.

Pourtant, en même temps qu'il cherche un moyen de capitaliser le potentiel de ces mouvements, le PSU reste un parti politique, et il fallait bien que les questions de 78 soient présentes à sa fête. Elles l'étaient, samedi, notamment, sous la forme d'un débat sur les nationalisations, auquel participaient, avec Mousel, secrétaire général, un membre du CC du PCF et Viverat, rédacteur en chef de «faire», une des revues qui exprime les différents courants de

pensée du parti socialiste. Des invitations traduisaient nettement la volonté du PSU, aujourd'hui, de se situer, par rapport à la victoire probable de la gauche en 78, en force de soutien critique. En effet, tandis que Viverat et le PCF développaient les thèmes déjà connus qui sont les leurs sur les nationalisations, un représentant de la LCR trotskyste, présent dans l'assistance, se plaignait que son organisation n'ait pas été conviée à ce débat, et

Tel était d'ailleurs l'objectif poursuivi par la direction de cette formation politique, qui tente de rassembler, une fois l'an au moins, des groupements dont la sensibilité politique, et souvent même l'armature militante, doivent effectivement quelque chose à ce que le PSU représentait dans le passé. N'a-t-on pas vu, par exemple, un parallélisme parfois frappant entre la montée des votes écologistes et la baisse des voix se portant sur le PSU dans les mêmes circonscriptions ?

ne puisse participer en tant que telle qu'au seul forum sur «l'information», qui avait lieu dimanche : visiblement, le PSU cherchait à se défaire de son image d'organisation liée à une certaine «extrême-gauche».

### LE «CONTRÔLE» QUE LE PSU VEUT DÉFINIR

Cependant, Mousel cherchait à définir le terrain d'une démarcation avec les grands partis de l'union de

la gauche, dans le cadre d'une orientation générale de soutien à leur arrivée au gouvernement. Concrètement, cela revenait à demander que les nationalisations se fassent «sous contrôle ouvrier». Trois points étaient soulignés : d'une part, la possibilité d'étendre le secteur nationalisé, à la demande des travailleurs concernés : le PSU demandait que des engagements soient pris par les partis de la gauche qui siègeront au Parlement, car celui-ci, se-

lon les termes du programme commun, a le pouvoir de décision en la matière. Deuxièmement, Mousel proposait que les indemnités ne permettent en aucun cas la reconstitution de nouveaux secteurs capitalistes, et qu'elles soient réservées aux très petits porteurs d'actions, qui ont cherché ainsi à se constituer une garantie de ressources en l'absence de caisse de retraite dans leur profession.

Enfin, il insistait particulièrement sur les questions du contrôle, demandant que les licenciements et les restructurations ne puissent être décidés sans les travailleurs de l'entreprise, que les délégués au Comité d'Entreprise soient révocables, que les travailleurs de l'entreprise aient avec ceux des secteurs de production en amont et en aval la majorité au Conseil d'Administration.

### QUEL ENJEU AU DÉBAT ?

Mais une question importante n'était pas réglée du tout : si l'on veut vraiment le socialisme, est-il possible de soutenir l'union de la gauche, comme le PSU le fait en adoptant de plus en plus une position de moins en moins critique ? La claire démarcation politique n'est-elle pas le préalable à toute avancée révolutionnaire ?

Lancé sur une telle base, le débat semble sans grand enjeu réel. C'est peut-être la raison pour laquelle l'assistance, déjà assez faible au départ, ne cessait d'être de plus en plus clairsemée au fil de la discussion. Zedner, du PCF, n'avait-il pas mis les choses au point d'emblée en précisant qu'avec le programme commun, «il s'agit bien d'une société capitaliste» ?

Jean LERMET

## POLITIQUE

Cadres CFDT

## «L'INNOVATION SOCIALE» QU'ILS REVENDIQUENT PEUT-ELLE ÊTRE LEUR FAIT ?

A la veille du congrès de la Confédération Générale des Cadres, organisation corporatiste d'inspiration patronale, qui se tient lundi et mardi, le rassemblement national des cadres CFDT a pris un relief plus important. Personne n'ignore, en effet, que l'orientation de Charpentier, actuel secrétaire de la CGC, est loin d'y réaliser l'unanimité ; en particulier, sa tentative pour faire participer la CGC aux «groupes initiative et responsabilité», probablement liés à Chirac, a suscité des résistances importantes. Plus largement, les cadres s'interrogent aujourd'hui sur leur avenir à la veille d'une probable victoire de l'union de la gauche aux élections : les offres que font, chacun de leur côté, PCF et PS n'ont-elles pas de quoi séduire un certain nombre ? On indiquait du côté CFDT que le patronat a aujourd'hui tendance à voir partout des «sous-marins» de ces partis.

### «CLAUSE DE CONSCIENCE»

C'est bien dans cette perspective que les cadres CFDT de l'Union Confédérale des Cadres (UCC) situaient leurs débats de vendredi et de samedi. Au-delà des questions corporatistes, telles que les problèmes de salaire et d'emploi, la réflexion portait en effet, notamment sur l'évolution de la fonction des cadres. Il s'agissait de définir une alternative à la proposition gouvernementale de faire de ces couches un facteur «d'équilibre social», dans le système actuel.

La proposition la plus remarquée de ce rassemblement aura été l'introduction d'une «clause de conscience» pour les cadres, leur permettant de refuser l'application de toute décision de l'entreprise avec laquelle ils seraient en désaccord, quitte à pouvoir dans le cas d'une incompatibilité avec leurs fonctions bénéficier d'un reclassement automatique. Ce point, bien que partiel, traduit en fait une orientation plus générale : on se préoccupe en effet beaucoup, parmi les cadres CFDT, de redéfinir la «fonction sociale» des catégories rassemblées sous ce terme. A la logique actuelle, on oppose celle qui ferait des cadres les agents d'un autre modèle de développement,

et ferait passer leur rôle «de l'innovation technique à l'innovation sociale».

### QUEL POUVOIR POUR LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Aussi, les responsables de l'UCC insistent particulièrement sur «le droit à l'expression» pour les cadres : non seulement syndical, mais aussi professionnel ; la «clause de conscience» en est l'expression la plus extrême. Cependant, la place respective de la classe ouvrière et de ces couches reste très mal définie. On se demande quel pouvoir réel pourrait escompter la première, dans une perspective où «l'autogestion» est présentée comme un objectif à très long terme, où il est indiqué que «l'ensemble de la hiérarchie» ne saurait être modifié «ni en deux ans, ni en trois ans». En cherchant à définir la place des cadres dans «une société de transition vers le socialisme» qui sortirait du programme commun, le rassemblement de l'UCC n'aura-t-il pas plutôt fait la preuve que le socialisme ne peut décidément pas sortir d'une telle «transition» ?

J. L.

Chirac à Colombes, Barre à Nice

## UNE RECONCILIATION POUR LA GALERIE

D'un côté Barre à Nice, devant des petits patrons, accueilli par une manifestation et des coupures de courant, de l'autre, Chirac tenant, en toute tranquillité, un rassemblement du RPR, à Colombes, municipalité PCF ; la bourgeoisie clame que la réconciliation est faite entre le gouvernement et le RPR : là est en fait toute l'actualité

dominicale, du côté de la «majorité». Ces messieurs parlent beaucoup de «démocratie», de «dignité humaine», de «société juste»... alors que dans le même temps, des ouvriers en grève se font tirer dessus et matraquer par les flics ! Derrière ces discours, qu'en est-il de cette «réconciliation» dont nous parle la presse ?

Après avoir défini, devant les petits patrons des banques populaires, les grandes lignes d'une «société de liberté, de justice et de responsabilité», le premier ministre a évoqué la situation politique dans une interview à RMC. Il y affirme sa volonté de diriger la «majorité» : «Le premier ministre conduit les affaires de la nation. Il est normal que le premier ministre conduise à ces élections la majorité qui l'a soutenu». Il continue donc à se prétendre le chef de la «majorité» : «Je suis le chef de la majorité parlementaire, qu'on le veuille ou non. Je ne suis donc pas au même niveau qu'un quelconque chef de formation politique». Le «quelconque chef» en question, Chirac en l'occurrence, quant à lui, répondait en éludant avec mépris cette question : «Peu importe de savoir qui possède le titre de leader de la majorité... Laissons les titres de fantaisie, les marquis de Carrabas ou les Grands Mamamouchis aux contes de fées et à la comédie». Et d'aucuns diront que la majorité s'est réconciliée ! Mais les divisions existant entre Barre et Chirac dépassent la seule bataille qu'ils se livrent depuis plusieurs semaines sur cette question de la direction de la «majorité». C'est surtout sur l'attitude à prendre face



Nice : la police était là contre les «porteurs de pancartes» que Barre méprise tant.

à la proximité des élections que les divergences existent.

Le plan gouvernemental mise sur un rétablissement économique pour gagner les élections, d'où le plan de restructuration et d'austérité dont la classe ouvrière est la principale victime. Chirac et le RPR prennent le chemin inverse, tout en approuvant du bout des lèvres «des mesures utiles qui ont été adoptées jusqu'ici». Pour eux, il faut se battre sur le

terrain politique pour gagner les élections et, ainsi, développer une «nouvelle économie» ; prenant l'exemple de la lutte contre le chômage, Chirac dit : «L'élimination du chômage, si elle est réalisable, si elle est nécessaire, exige une nouvelle politique de l'économie. Et cette nouvelle politique de l'économie exige elle-même une nouvelle volonté nationale qui ne peut que sortir des urnes».

La réconciliation, on le voit, ne paraît pas acquise, loin de là ! Le projet d'un programme commun de la majorité semble une utopie ; Yves Guéna, délégué politique du RPR ne disait-il pas : «Si on tenait compte de tout ce qui est commun à toutes les formations qui composent (la majorité), on arriverait bien à l'essentiel, mais cet essentiel serait squelettique».

O. L.

## Congrès du Parti Socialiste

### CHEVÈNEMENT (CERES) DEMANDE À MITTERRAND D'ACCEPTER LA SYNTHÈSE

Chevènement, principal dirigeant du CERES, parlait hier au club de la presse d'Europe 1, où il a principalement été interrogé sur les positions de son courant à la veille du Congrès de Nantes. Alors que deux motions sont en présence pour le congrès : celle du CERES et celle qui rassemble autour de Mitterrand la coalition des autres courants, le CERES ne cesse d'insister pour qu'une «synthèse» se fasse au prochain congrès, afin de réintégrer la direction nationale, d'où il est écarté depuis deux ans.

A cette occasion Chevènement a été amené à rappeler certaines des positions du CERES qui sont proches du PCF. Il l'a fait, par exemple, sur la question de l'extension des nationalisations. On sait que le PS s'oppose à la volonté du PCF d'ajouter quatre groupes à la liste prévue en 72. A ce sujet, Chevènement a dit : «Creusot Loire ? On a décidé la nationalisation au

cours d'une instance régulière du PS, la convention énergie». Il a rajouté la même chose pour Peugeot-Citroën.

Mais, immédiatement, il a laissé entendre que le CERES était prêt à des concessions sur ce terrain : «Si on nous explique que ce n'est pas opportun, nous verrons bien». L'ensemble de ses déclarations étant orientées dans ce sens, il a

cependant dû établir un minimum de démarcation, en affirmant : «Ni à Pau, on ne nous a accordé une discussion politique (on nous a parlé de problèmes de comportement) ; ni au dernier Comité Directeur, où on nous a posé un préalable disciplinaire. Donc dans aucun cas il n'y a eu de discussion politique au fond. Le PS ne se grandira pas s'il doit l'étudier».

Au fil de ses déclarations, le leader du CERES a particulièrement insisté sur le fait que le PS n'est pas simplement divisé en deux. Selon lui, «sur à peu près tous les sujets, la vraie ligne de clivage ne passe pas entre la majorité et la minorité actuelle du PS, mais souvent à l'intérieur de la majorité. Devrai-je parler du rôle respectif de la

planification et du marché, de l'indépendance nationale, du rôle des nationalisations dans la politique industrielle, de l'autogestion ? Tous ces problèmes se posent également dans la majorité. Donc il faut que nous parvenions à un texte d'unanimité. C'est possible».

En conclusion, Chevènement est revenu sur la question du rôle de son courant à l'intérieur du PS : «Le CERES n'est pas majoritaire au sein du PS et ne vise pas à le devenir : le PS comporte plusieurs composantes, il était normal au

lendemain d'Epinal que nous pensions à constituer un groupe de pression important, étant donné qu'il y en avait d'autres. Cela permet au PS d'avoir une vie équilibrée». Ce qui, selon lui, ne devrait pas empêcher «la synthèse» avec la majorité au prochain congrès : «ce serait la meilleure chose qui puisse arriver au parti socialiste». Reste à savoir si Mitterrand, qui compose déjà ce nombre de «groupes de pression» dans sa «majorité», est prêt à s'entendre avec celui-ci, souvent jugé comme trop proche du PCF.

Plus la crise s'aggrave,  
plus la classe ouvrière  
a besoin de son Quotidien  
Souscrivez pour les 10 millions

## VMC REIMS

Trois jours après le coup de force de CRS,

# UN COMMANDO FASCISTE TIRE SUR LES GRÉVISTES

Il était minuit et demi, ce dimanche à St Brice-Courcelles, à la sortie de Reims. Devant les portes des Verreries Mécaniques Champenoises, occupées depuis mardi, les ouvriers du piquet de grève se distribuent les casses-croûte et le café pour se maintenir éveillés. Après l'attaque violente des CRS mercredi dernier, la vigilance est de rigueur.

A ce moment, une Citroën GS vert métallisé -immatriculée dans la Seine- s'arrête devant la porte d'entrée. Les cinq individus qui en descendent se précipitent sur les banderoles CGT et tentent de les arracher. Les ouvriers grévistes repoussent les agresseurs au terme d'une courte bagarre. La voiture repart. Mais voilà qu'elle réapparaît à peine cinq minutes plus tard. Cette fois, ce sont deux canons de fusils qui pointent à travers la vitre baissée de la portière arrière de la GS. Dix coups de

feu claquent en rafale, avant que la voiture ne redémarre en trombe. Les ouvriers du piquet qui étaient assis sur le trottoir qui borde l'avenue Ernest Renan, face à l'usine, ont à peine eu le temps de réagir : trois d'entre eux s'affaissent, atteints par les tirs meurtriers : S. Vermeulen, le secrétaire du syndicat CGT, est touché à la poitrine et à la clavicule ; Richard Raymond, lui, est touché à l'épaule. Le troisième, Pierre Maistre, est frappé de plusieurs coups de feu à la tête. Tous les trois sont immédiatement transportés à l'hôpital de Reims. En fin de matinée, hier, les médecins jugeaient que l'état de Pierre Mettré était désespéré, vu la gravité de ses blessures.

La nouvelle de l'odieuse agression parvient aussitôt aux Unions Syndicales Locales. Un tract de mobilisation est rédigé (voir ci-contre), aussitôt tiré, afin d'appeler à la riposte immédiate la masse des

travailleurs rémois qui était venue témoigner un soutien chaleureux aux ouvriers des VMC jeudi dernier après le coup de force policier. Les militants syndicalistes sont tirés de leur sommeil pour répandre partout, dès les premières lueurs de l'aube, les dizaines de milliers d'exemplaires de cet appel à la riposte : dans les boîtes à lettres dans les quartiers populaires, sur les marchés, et à tous les points de passage du centre ville...

Hier à l'heure où les travailleurs rémois convergeaient au point de rassemblement devant les portes des VMC occupées, la GS vert métallisé était retrouvée vide de ses occupants, dans une rue du centre ville.

Toute la classe ouvrière rémoise fait corps autour des grévistes de la VMC pour faire barrage aux assassins, pour aider de toutes ses forces à ce que les verriers obtiennent victoire sur leurs revendications !

Reims, samedi 20 H.  
Pour la première fois depuis longtemps, une lutte importante a éclaté à la Verrerie. C'est pourtant une usine de 1 800 ouvriers, où les salaires sont bas et les conditions de travail pénibles. Mais c'est aussi une vieille entreprise, où le patron en conservant longtemps des méthodes paternalistes a pu empêcher l'organisation des ouvriers.

Il était courant à Reims, autrefois, de rencontrer jusqu'à 80 membres d'une même famille employés dans la même usine. On était embauché par recommandation, et on subissait ce chantage : « Si tu n'es pas tranquille, ton « parrain » verra sa promotion compromise ».

Ce système existait aux VMC encore très récemment. Les rapports avec le patron étaient « familiaux ». Un ouvrier en difficultés pouvait emprunter des sommes parfois importantes au

patron, se trouvant ainsi lié à l'exploiteur. Les salaires étaient « élevés » par comparaison aux autres usines, et le patron avait l'habitude de donner des « étrennes ». En fonction de deux critères : le travail et l'esprit, le patron attribuait de 200 F à plus de 2 000 F. « Vous avez le travail, mais pas l'esprit ! » : c'est ainsi qu'il justifiait les basses étrennes d'un syndicaliste. Car, en échange des « avantages » qu'il offrait, le patron exigeait, au-delà de la conscience professionnelle, l'esprit « maison ».

Ces dix dernières années, bien des choses ont changé à la Verrerie. Le patron a dû se « moderniser », gommant les aspects les plus caducs du paternalisme. Les salaires sont devenus des salaires de misère, l'embauche par parrainage, devenue inefficace, a disparu.

Les conditions de travail, déjà pénibles, sont devenues intolérables. Au triage, par exemple, les ouvriers ont vu leur charge de travail s'accroître considérablement. En outre, plus de trieurs travaillent maintenant sur une même arche. « On ne peut pas travailler, on n'a pas de place ». La direction a ce-



pendant maintenu le système des étrennes encore en vigueur aujourd'hui, et exige, de la part des travailleurs la plus grande docilité. En vain, car les travailleurs ont engagé plusieurs actions, par secteur. Sou-

vent, le patron a cédé. Mais surtout, les ouvriers ont créé une section syndicale, rapidement devenue la « bête noire » du patron. Aussi, en mars dernier, il tentait d'obtenir le licenciement d'Henri Didion, délégué CGT. Face à la colère des ouvriers, il a dû y renoncer.

La journée du 24 mai a marqué un tournant : après plusieurs semaines de lutte des travailleurs, le patron espérait qu'ils mettraient fin à leur grève tournante. Mais au contraire, les débats pendant la grève, largement suivie, mirent fin à ses espoirs. Aussi, une nouvelle fois, il s'attaque au syndicat : les délégués Mathieu et Nouvion font l'objet d'une procédure de licenciement.

Les travailleurs aussitôt décident la grève totale.

Jeudi, à 16 h 30, des milliers de travailleurs se regroupent sur la place royale, à Reims. « Union, action, contre la répression ! » Toute la classe ouvrière se sait attaquée. Pas un atelier où la colère des ouvriers ne s'exprime. Partout il est question de la meilleure forme de soutien à apporter aux VMC. La propagande de la télé, de l'« Union », le quotidien local, les communiqués du préfet montrent que toute la bourgeoisie s'est liguée contre les VMC ; toute la classe ouvrière doit riposter.

« Ils sont prêts à tout pour nous écraser. Mais on ne cédera pas. Toute la ville est avec nous. Des collectes sont engagées dans toutes les Verreries. Nous ne rentrerons qu'avec nos 5%, le treizième mois, la réintégration des camarades. De toutes façons, si on recule, ça ne sera plus possible. Oui, ils démoliraient le syndicat, et on n'aurait plus qu'à se taire ».

Un syndicaliste au piquet de grève résume la situation : « Je ne pense pas qu'ils enverront encore les flics. Mais coûte que coûte, on tiendra ! ». En effet, la large riposte ouvrière du jeudi peut faire reculer la bourgeoisie. Mais ce n'est pas acquis. La bourgeoisie tient trop à écraser la lutte des VMC. On continue donc à s'attendre au pire. « S'ils essayent de recommencer, on aura avec nous tous les ouvriers ».

Philippe DANZAIN

## REIMS : DOULEUR ET COLÈRE

De nos correspondants à Reims

Reims, dimanche, 18 heures. Tous les signes du deuil et de la colère se lisent aujourd'hui sur les murs lépreux des Verreries : les murs ont été drapés de noir et les bouquets rouges jetés par des mains anonymes s'amoncellent à l'endroit même où a été perpétré

l'attentat. Toute la journée, il a fallu attendre devant l'hôpital infesté de flics pour avoir des nouvelles de l'état des trois ouvriers qui ont été transportés au CHU quelques minutes après l'agression. Malgré le cloisonnement du service de réanimation de cet hôpital, les services

hospitaliers ont néanmoins fait savoir que Pierre Maistre, le plus gravement atteint, était placé sous respirateur car il était dans un coma dépassé.

À Reims, tôt dans la matinée, il y a eu une mobilisation spontanée au sein des organisations syndicales et politiques. Ainsi, on voyait des syndicalistes qui se rendaient par groupe à la Bourse du Travail prendre des tracts, des mégaphones, afin de faire des interventions sur les marchés et quartiers populaires. Sur les marchés, les travailleurs venaient chercher les informations. Partout la même réaction : passée la stupeur, c'est la colère qui dominait, la volonté de « faire quelque chose ». Ainsi, ces travailleurs immigrés qui insistent pour que l'on leur traduise le texte du tract et qui partaient ensuite au point de rassemblement à 11 heures devant les VMC.

Ce rassemblement regroupait au moins 1 500 travailleurs, et parmi eux de nombreuses délégations d'entreprises. Ainsi, un fort cortège de BSN qui avait débrayé sitôt connue la nouvelle de l'agression et

qui scandaient : « Union, action contre la répression ! ». Délégations également de Goulet-Turpin, Syndicat des métaux, Education Nationale, etc.

Au cours du rassemblement, M. Bertini, pour la CFDT, a rappelé les faits et insisté sur le fait que devant « cet acte sans précédent à Reims et dans la région, la réponse des travailleurs devait être sans précédent ». Puis, un appel a été lancé pour des débrayages massifs lundi après-midi et un rassemblement devant la sous-préfecture.

Au terme de ce rassemblement, d'hier, c'est un cortège massif, compact qui s'est acheminé vers la sous-préfecture. Les mots d'ordre fusaient spontanément : « Union, Action contre la répression ! », « Le fascisme ne passera pas ! » scandaient en tête les ouvriers des VMC et de BBN. On s'est donné rendez-vous pour la manifestation d'aujourd'hui à 15 heures, en promettant de faire tous les efforts possibles pour une mobilisation qui soit à la hauteur de la violence du coup porté à toute la classe ouvrière rémoise.

### Bulletin de santé communiqué par le C.H.R. de reims, hier vers 18 heures

**M. Maistre Pierre** victime d'une plaie cranio-faciale ayant entraîné un coma avec signes de décérébrations (ce qui veut dire que l'atteinte du cerveau a été si profonde qu'il est malheureusement désormais tout à fait improbable qu'il puisse jamais retrouver un fonctionnement normal. La mise sous machine de réanimation peut assurer pendant un certain temps la survie physiologique de l'organisme sans pour autant modifier le pronostic final).

**M. Richard Raymond** : Fracture ouverte, comminutive de la diaphyse humérale gauche (c'est-à-dire une fracture par balle de l'os du bras).

**M. Vermeulen Serge** : Paralysie partielle du plexus brachial (le plexus brachial est le carrefour nerveux qui assure la transmission des messages nerveux au bras. Son atteinte peut entraîner des paralysies musculaires provisoires ou permanentes).

#### DIMANCHE 5 JUIN, 5 HEURES

VMC. Cette nuit, un commando fasciste tire sur les travailleurs en grève : trois blessés par balles, dont un dans un état très grave.

Les travailleurs de la VMC sont en grève depuis une semaine pour la satisfaction de leurs revendications : annulation de la procédure de licenciement contre deux délégués du personnel CGT ; salaires, conditions de travail...

Cette nuit, un commando de nervis, armés, a attaqué à deux reprises le piquet de grève devant la porte de l'entreprise. La seconde fois, les nervis ont tiré et blessé gravement trois travailleurs qui ont été immédiatement hospitalisés. Le secrétaire du syndicat CGT est touché à la clavicule et à la poitrine. Un autre à l'épaule. Le troisième, dans un état grave, a été touché à la tête.

Voilà où a conduit l'attitude intransigeante du patronat soutenu par le préfet dans le cadre de la politique d'austérité du pouvoir. Les organisations soussignées appellent la population à protester contre cet attentat fasciste en participant au meeting qu'elles organisent ce matin à 11 heures devant l'usine VMC, 147 rue Ernest-Renan.

(tract des syndicats diffusés hier sur Reims)

## LUTTES OUVRIÈRES

## Un commando fasciste ouvre le feu contre le piquet de grève

(Suite de la page une)

Cette riposte va aller aujourd'hui en s'amplifiant : tous les travailleurs rémois sont appelés à la grève générale aujourd'hui après-midi ainsi qu'à un rassemblement devant la sous-préfecture à 15 h. La CGT nationale appelle à des débrayages de cinq minutes dans toutes les entreprises de France.

La semaine dernière, coup sur coup, les CRS et garde-mobiles étaient appelés en force pour déloger les piquets de grève de deux usines : aux VMC-Reims, et à l'usine Roth à Strasbourg. De même que se manifeste depuis quelques semaines une certaine recrudescence des activités terroristes de groupements fascistes et autres supplétifs manipulés par la bourgeoisie. Qu'on se rappelle, il n'y a pas si longtemps, l'attentat à la bombe qui détruisit la Bourse du Travail de Grenoble. A qui visent de semblables agissements dans un climat politique fortement marqué par la compétition électorale qui s'engage sinon à développer un sentiment d'insécurité générale, une sorte de «stratégie de la tension»...?

Aujourd'hui, les faits sont là, qui frappent durement trois travailleurs. Tous ceux qui, à Reims, ont porté témoignage de leur soutien et de leur solidarité aux ouvriers grévistes des VMC ne peuvent pas plus tolérer les coups de force policiers que ces agissements sans nom des supplétifs armés de la bourgeoisie, chargés des plus odieuses besognes d'intimidation contre la classe ouvrière.

Ces travailleurs refusent la surexploitation dans les bagnes capitalistes. Ils refusent de courber l'échine devant toute politique d'austérité. Ils poursuivent le combat tenace pour la satisfaction de leurs revendications.

Oui, c'est assez de ce régime de profiteurs et d'assassins ! Nous vengerons Pierre Maistre et ses deux camarades !

Julien LEBLOND

## Navale Terrin (Marseille) Un coup organisé depuis longtemps

Aussitôt le plan de restructuration terminé, M. Tardieu a obtenu la permission de démissionner ; dans le mois suivant, Pierre Terrin et toute son équipe se font mettre sur la touche, protégés par des «curateurs» chargés de restructurer, et donc de licencier selon les axes déjà définis.

Mais les réactions des sous-traitants et de leur main d'œuvre ont aussi été prévues. Afin de les neutraliser, des mesures financières sont aussitôt appliquées à l'annonce de la situation : par exemple le Port Autonome, dont M. Pierre Terrin est le directeur, ne leur fait plus payer certains frais d'utilisation des équipements du Port (c'est le cas de Gardella, Paoli...). Et le «Comité de sauvegarde des entreprises en difficultés» émanant du Trésor Public est là pour reporter leurs dettes ou rechercher à leur profit des aides bancaires pour les «aider à passer le cap» (vu que jusqu'au 12/8, Terrin ne les remboursera pas).

Dernier détail : dès les premiers bruits précédents l'annonce de la situation par P. Terrin, la compagnie maritime SNCM redoutant de voir ses bateaux immobilisés par un conflit du travail, avait voulu leur faire quitter le Port de Marseille. Mais des autorités supérieures craignant que l'effet de surprise prévu par Terrin soit alors rendu inefficace, lui ont donné l'ordre de ne pas bouger.

Robert RIVIÈRE

**Pour une issue révolutionnaire à leur crise, une arme, le Quotidien du Peuple. Améliorons-la en versant pour les 10 millions.**

Solmer

## UN TRAVAILLEUR MUTILÉ À VIE

Vendredi 3 juin, vers 11 heures, un travailleur a été grièvement mutilé. Cet accident a eu lieu au service Expéditions Fer et Route dépendant d'un laminoir. Là, les tôles d'acier, roulées en bobines sont stockées puis chargées sur wagons et camions. Ces bobines sont cerclées à chaud quand elles refroidissent, les cerclages subissent des tensions terribles. Aussi, il arrive que le cerclage lâche, il faut alors recercler sur l'aire de stockage. Or ces bobines sont stockées en rangées parallèles, constituées de un à trois niveaux de bobines empilées en quinconce, formant ainsi de dangereux édifices, même si les bobines des niveaux inférieurs sont calées avec des cales en bois.

### UNE INTENSIFICATION CRIMINELLE DU TRAVAIL...

En quelques mois, la production est passée de 130 000 tonnes à 250 000 tonnes par mois. Mais ni le personnel, ni la surface de stockage n'ont doublé. Aussi, on stocke en hauteur, sur plusieurs niveaux, pour pallier à un manque de surface. Mais surtout, par manque de temps, les bobines sont stockées un peu n'importe comment et le pontonnier est amené à passer au-dessus des ouvriers pendant

qu'ils travaillent. Les conditions de travail des pontonniers sont devenues infernales, ils sont débordés.

### GRAVEMENT MUTILÉ

Vendredi, le pontonnier devait charger simultanément 7 wagons. Alors qu'un ouvrier avait été appelé pour recercler une bobine, la bobine transportée par le pontonnier est venue heurter une rangée de bobines derrière l'ouvrier. L'édifice de bobines s'est effondré. Kabloudi Djefallia, 42 ans,

travaillant à l'entreprise sous-traitante de Somafer, a été pris en sandwich entre deux bobines (16 à 20 tonnes par bobine). Le travailleur a eu une jambe arrachée net, et le bassin écrasé sous le poids. Transporté à l'hôpital des Rayettes, à Martigues, il est dans un état très grave après avoir été amputé de la deuxième jambe.

### PREMIERE MANŒUVRE POUR MASQUER LA VÉRITÉ

La direction va-t-elle faire retomber la faute sur les ouvriers ? On peut le penser quand on sait que la maîtrise s'est précipitée pour faire signer un papier au pontonnier encore bouleversé... Ni lui ni personne ne connaît le contenu de ce papier.

Un camarade est au moins infirme à vie, parce que les trusts de la sidérur-

gie intensifient la production à la Solmer, en faisant le maximum d'économies en matériel et en personnel.

A Solmer, toute une série de mesures de réorganisation des services est mise en place, avec licenciement des intérimaires et des sous-traitants. Et pendant ce temps, chaque jour apporte son lot d'accidents de plus en plus graves ; ainsi, aux laminoirs, il y a en moyenne un accident et demi par jour.

Les mesures de restructuration, de réorganisation et leurs conséquences sur les salaires et la santé, soulèvent de plus en plus la colère. Déjà, depuis la grève de février 76, ce sont plus d'une dizaine de luttes d'atelier qui ont été menées, et au moment même où a eu lieu cet «accident» les travailleurs de la cockerie luttait depuis une semaine pour obtenir 200 F d'augmentation.

Robert RIVIÈRE

## Métro parisien : 8<sup>e</sup> jour de grève

## Samedi, des ouvriers du nettoyage obligés de travailler, chiens policiers et mitraillettes derrière le dos.

Hier dimanche à 10 heures, les 1 000 ouvriers du nettoyage ont à nouveau voté à l'unanimité la reconduction de leur grève, pour les salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Cette décision prend toute sa signification et est une réponse cinglante des travailleurs aux très graves faits de répression perpétrés contre eux samedi, de la part de la RATP et des entreprises sous-traitantes : samedi, en effet, des ouvriers grévistes ont été conduits aux stations des métros Gare de Lyon et Montparnasse, des chiens policiers et mitraillettes pointées dans leur dos et obligés de travailler.

D'après les ouvriers interrogés, il est clair qu'il s'agit de vigiles, et de mercenaires divers, qui ont été embauchés par ces entreprises. Face à cette

Cette répression est bien évidemment la suite logique des tentatives répétées la semaine dernière de la part de la RATP de briser la grève (comme l'appel à d'autres entreprises de nettoyage). Ces tentatives sont venues se heurter à la vigilance des grévistes. Hier matin, à la station de métro Pigalle, certains jaunes, un peu trop zélés, ont été priés de déguerpir.

La relative précipitation avec laquelle le pouvoir vient de frapper, s'explique par la situation qui penche de plus en plus en faveur des grévistes. En plus de la grève des ouvriers de la CFDT RATP qui refusent désormais d'assurer le nettoyage des métros, les

adhérents CFDT ANPE de Paris refusent d'enregistrer toute «offre d'emploi» de la part des entreprises sous-traitantes, qui espèrent de la sorte faire effectuer un minimum de travail. C'est donc bien l'échaffaudage lent mais solide et intelligemment mené d'un rapport de force autour de la lutte que le pouvoir veut stopper net.

L'agression de samedi, loin de démobiliser les grévistes a eu au contraire l'effet inverse de celui recherché par le pouvoir, puisque la riposte adoptée l'occupation samedi après-midi, du siège de la RATP, en contribuant à faire connaître la lutte à la population, a marqué avant l'heure

grave agression, qui fait suite à celle de Roth à Strasbourg, et VCM à Reims, la seule réponse qui devait être apportée l'a été : le siège de la RATP a été occupé tout le samedi après-midi. En fin de soirée, la direction de la RATP reculait partiellement en s'engageant à ne pas employer d'autres entreprises pour faire le travail habituel des ouvriers, mais jusqu'à ce matin seulement. Elle a aussi accepté pour ce matin de rencontrer une première fois, le syndicat CFDT. Cette répression, la seule réponse que ce pouvoir laminé soit capable d'apporter à leurs revendications, n'est pas de taille à arrêter les travailleurs, au contraire. Après-demain, il appellent les ouvriers et la population parisienne à se rendre massivement au grand meeting public de solidarité qu'ils organisent à 17 h 30 à la Bourse du Travail à République.

Le premier pas de l'offensive de popularisation décidée pour la voie choisie («Nous avons frappé fort sur la table»), celle de l'offensive, pour peu qu'elle s'amplifie, est la bonne ; les trois pas en arrière effectués par la direction de la RATP dès samedi soir, bien que limités, le montrent : s'engageant à ne rien faire contre la grève... jusqu'à ce matin, elle a en outre été contrainte de rencontrer aujourd'hui, une délégation de grévistes qui du même coup verra l'inspection du travail.

Les ouvriers en accord avec leur organisation syndicale, n'ont pas choisi d'attendre l'arme aux pieds ces discussions, accordant au contraire toute leur attention à amplifier le travail sur le

terrain, seul moyen, d'arracher des résultats concrets. Ils organisent un meeting ce mercredi.

La conduite de la grève est désormais bien rodée. Les aspects ultra démocratiques, pour tout dire anarchiques qui régnaient au départ, ont maintenant fait place à des assemblées générales ou parallèlement à une ample démocratie (constitution d'un comité de grève, délégués d'entreprises désignés par leurs camarades) est venue se greffer une grande efficacité.

Hier soir, tard, la section CFDT et le comité de grève devaient tirer un premier bilan de la grève.

Richard FEUILLET

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Succès à Marseille

## Malgré l'interdiction du préfet

## Plus de 2 000 personnes ont exigé la fermeture de la prison d'Arenc

Comme pour le 26 mars, le préfet avait tout interdit : ni rassemblement, ni manifestation. Dans son communiqué le collectif d'Arenc avait précisé : «Le Collectif est et restera pacifique. Mais aucune considération de sécurité ne pourrait expliquer un renoncement devant l'arbitraire policier».

Malgré un quadrillage policier très important et des actions d'intimidation tout au long de la préparation de la marche, le collectif n'a pas reculé. Selon un plan bien déterminé et des consignes de groupe, alors que les policiers et des dizaines de renseignements généraux croyaient que plus rien ne se passerait, ce sont plus de deux mille manifestants qui ont défilé avec une heure de retard, de 17 heures à 18 heures de la Plaine au vieux Port en passant par la rue Sainte.

Pendant une heure, cette manifestation surprise a reçu le soutien de plusieurs centaines de personnes particulièrement nombreuses en ce samedi après-midi. «Manifestation interdite ou pas, contre Arenc, nous sommes tous là !» «Légale ou illégale, la prison d'Arenc doit fermer et le préfet inculpé !».

Ces mots d'ordre étaient un cinglant échec pour l'intimidation.

Arrivés au Vieux Port sans que la police ait pu réagir, après une courte prise de parole, saluant l'incontestable succès de l'initiative et la nécessité de rester mobilisés, les manifestants se sont tous dispersés. En passant devant le Palais de la Bourse et les mobiles en haut de la Canebière, quelle n'a pas été la joie des manifestants

de voir les gardes-mobiles complètement désarmés, cherchant encore à savoir ce qui venait de se passer. Une heure après, ils n'avaient pas encore compris que malgré l'interdiction du préfet, 2 000 manifestants avaient exigé la fermeture d'Arenc ! Les flics ont réussi tout de même à empêcher la participation des travailleurs et des jeunes immigrés, auxquels le collectif avait donné des consignes de prudence, vu la densité du quadrillage policier. «Tu te rends compte combien nous aurions pu être si elle n'avait pas été interdite» me dit l'un des participants. «Le préfet a de quoi avoir peur et Defferre devra bien nous prêter une salle comme il nous l'a promise pour tenir un meeting dans le courant de la semaine prochaine».

«Après une telle manifestation, le PCF et la direction de l'UD-CGT doivent se sentir morveux, eux qui ont refusé de soutenir l'action du collectif» lance un syndicaliste CGT des métaux.

LE «PETIT JEU»  
DE DEFERRE LA VEILLE  
DE LA MANIFESTATION

Defferre a reçu le collectif Arenc la veille de la manifestation. A cette occasion, tout le monde a pu lire dans son journal, le «Provençal» : «Le collectif qui a l'intention d'organiser un meeting pour la fin de la semaine prochaine, cherche une salle. Le député-maire assure la délégation de son appui pour le meeting en préparation. Malheureusement, il n'existe pas encore pour le moment de salle municipale dont on peut disposer à part la salle Vallier trop vaste cependant, pour une réunion de ce genre».

Monsieur Gaston Defferre si votre seul souci est de voir cette salle de 5 000 places en partie inoccupée, le collectif et tous ceux qui le soutiennent peuvent vous rassurer : elle sera bien pleine de milliers de gens qui exigeront non pas la légalisation d'Arenc, mais sa fermeture ! C'est peut-être ce dernier point qui vous empêchera une dernière fois de ne pas tenir votre engagement !

L'UNION DE LA GAUCHE  
TOMBE LE MASQUE

Après le succès de la manifestation, personne n'a été surpris que FR 3 n'en donne aucun compte-rendu, préférant commenter largement l'opération de diversion des «cyclistes, écologistes» (de droite) qui avaient choisi le même jour pour descendre la Canebière en vélo !

Mais les complices du préfet ne sont pas qu'à FR 3. Ni «la Marseillaise» du PCF, ni «Le Provençal» n'ont écrit une ligne sur la tenue de la manifestation le lendemain ! Quelle «excuse» chercheront-ils ? «Nous ne savions pas» ? Impossible ! La dispersion s'est faite sous les fenêtres de la «Marseillaise» et un journaliste du «Provençal» était prévenu ! Quand ces gens-là appellent à un «changement démocratique», ils demandent effectivement un changement : Arenc ne doit pas être clandestine. Elle doit être légale ! Dans leur programme «commun» c'est clair, pas de travailleurs immigrés «clandestins» : tous passeront par l'Office National de l'Immigration. En exigeant la fermeture d'Arenc, le collectif contribue à obliger ces partis à se démasquer en montrant clairement leur camp : celui du préfet.

Robert RIVIÈRE

## Pellerin (Loire-Atlantique)

Mobilisation après  
l'arrestation de  
5 paysans

Le dimanche 5 juin a eu lieu à Pellerin, commune choisie pour l'implantation d'une centrale nucléaire, une réunion d'information suite à l'arrestation de 5 paysans dont une femme, arrestations opérées après l'opération «destruction du registre» de la mairie de Coueron, le jeudi 2 juin. Il est intéressant de noter la position plus qu'ambigüe de la municipalité de gauche toute fraîche de Coueron. Face à une revendication populaire, face à la destruction du registre, de prétendue «utilité publique», la municipalité renvoyait dos à dos ces paysans — ouvriers et gendarmes mobiles. Sous la pression des travailleurs de Basse-Indre présents à la réunion du conseil municipal, la municipalité a dû reculer en paroles seulement.

La municipalité a condamné les arrestations, tout en soulignant que ceux qui provoquaient «devaient s'attendre à la répression», que c'était «l'engrenage», etc. Mais aussi elle prenait acte de la «forme démocratique» de la prétendue enquête d'«utilité publique» qui, nous le savons, n'est qu'une mascarade, et ne pèse pas dans la balance au moment des prises de décision. À noter que pour consulter le dossier joint au registre, il faut une journée et demi. Les habitants du Pellerin ont estimé qu'il faudrait, pour qu'un débat s'engage sur la question, débat qu'EDF refuse, que le registre reste six ans dans la commune, alors qu'il ne restera que jusqu'au 11 juillet : c'est cela la démocratie pour EDF, CRS compris !

colère du public en appela à l'exemple pour tenter de briser le mouvement. Les inculpés décidèrent de n'être jugés que vendredi prochain.

## EXIGER L'ACQUITTEMENT

Dès aujourd'hui la défense s'organise, la mobilisation se prépare, les ambiguïtés et les faux-fuyants de la municipalité de Coueron ne seront pas tolérés par ceux qui luttent contre l'implantation de la centrale au Pellerin et le péril écologique que fait régner le politique de l'EDF. Ce dimanche au Pellerin, c'est convaincus de la nécessité de préparer ces échéances et d'exiger l'acquittement des inculpés que les participants se sont séparés pour faire connaître partout par tracts, affiches, prises de parole dans les quartiers, les usines et les champs la situation actuelle ; à noter qu'une réunion intersyndicale convoquée par les Paysans-travailleurs aura lieu mardi.

Correspondant Nantes

INculpés EN FLAGRANT  
DÉLIT

À Nantes, Chenard, le maire PS, est même allé jusqu'à demander que le registre déposé à la préfecture soit accessible pendant midi afin que les travailleurs puissent s'exprimer !

Vendredi 5 travailleurs étaient arrêtés, tous paysans. Le pouvoir, a ainsi tenté de rompre la solidarité entre travailleurs de la terre et les travailleurs des boîtes qui s'établit dans la région face notamment au problème nucléaire. Au tribunal les 5 furent donc inculpés en flagrant délit après une intervention hystérique du procureur qui face à la

le 5 juin a été prise la décision de poursuivre la lutte. Mais les participants à la réunion ont également tracé les perspectives pour une nouvelle société : démocratie pour la majorité du peuple et non démocratie bourgeoise dont les habitants de cette municipalité de Loire-Atlantique vivent aujourd'hui l'expression.

Beullac : allocations de 90 %  
supprimées ?

Beullac, le ministre du chômage, a beaucoup fait parler de lui ces derniers jours.

Jeu de dimanche, il s'adressait aux jeunes dirigeants d'entreprises. «Pour résoudre le problème de l'emploi, il faut faire aimer l'entreprise, notamment par les jeunes. Il faut que les jeunes constatent que l'entreprise n'est pas un bagne et qu'on peut même s'y faire des copains». Pour Beullac, ce ne sont pas les dures conditions de travail, les cadences, les accidents qui sont responsables du discrédit des entreprises. Non ! pour lui : «Malheureusement en France, il y a un syndicat et des représentants du personnel de l'Education Nationale qui chaque jour transforment l'image du chef d'entreprise en le faisant passer pour un profiteur».

Haby peut serrer la main de son ami Beullac qui vient lui prêter un coup de main dans sa lutte contre la «politisation» à l'école. Si c'est cela la solution au chômage, monsieur Beullac, dommage que l'on n'y ait pas songé plus tôt.

Le lendemain, Beullac fait une visite surprise dans une ANPE de Paris 20°. S'il s'est déclaré «favorable» au maintien de l'allocation de 90%, il n'en a pas moins proposé



Beullac en visite surprise à l'ANPE du 20° (Paris)

une nouvelle formule. Ce que Beullac veut, c'est organiser «le versement de la différence entre ce que le demandeur d'emploi touchait avant d'être licencié et le salaire proposé par le nouvel employeur».

En clair, Beullac, sous couvert d'un salaire égal, veut faire accepter une déqualification du travail. La mesure envisagée par Beullac revient à contraindre des travailleurs qualifiés d'accepter n'importe quel travail

d'O.S. en les menaçant de leur supprimer leur allocation de 90% s'ils refusent. Même si cette mesure arrivait à résorber une partie du chômage, cela n'enlève en rien les dangers qu'elle comporte pour les travailleurs.

DU TRAVAIL  
POUR TOUS,  
MAIS PAS A N'IMPORTE  
QUEL PRIX

Dernièrement, c'est par

l'opération «coup de poing» contre le travail au noir que Beullac a encore fait parler de lui. Dans le Val de Marne, la police a fait fermer un salon de coiffure, un atelier de tôlerie et deux ateliers de confection employant des personnes en situation irrégulière. Elle a d'autre part, découvert huit chantiers clandestins sur lesquels 22 ouvriers travaillaient.

Frédéric ARNOUX

Fruits et légumes :  
«Baisse» des prix  
sans lendemain

Après l'annonce de mesures de taxation des marges sur les fruits et légumes, une baisse des prix de détail aurait été enregistrée en certains endroits. Les détaillants seraient à l'origine de cette baisse en ayant ralenti leurs achats et obligé ainsi les grossistes à diminuer leurs prix. Mais cette baisse ne sera certainement qu'un feu de paille.

Prenons l'exemple du prix de la viande de boucherie : le 20 juin, les prix qui jusqu'alors étaient relativement stables vont être libérés. Quand on sait que le coup d'achat de la viande de boucherie avait augmenté de 20% pour les commerçants avec une répercussion de 9% sur le prix de vente, on peut affirmer que cela va se traduire par une hausse importante du prix de la viande pour les consommateurs. Telle est bien la pratique démagogique du gouvernement qui d'un côté concède une légère baisse des prix pour mieux masquer de l'autre une inflation toujours présente.

## INTERNATIONAL

Démagogie parfois,  
répression toujours

## LÉGISLATIVES SANS SURPRISE AU MAROC

Les élections qui se sont déroulées le vendredi 3 juin au Maroc, ont donné une très forte majorité aux candidats dits «indépendants», qui remportent 81 sièges sur les 176 que comptera le futur parlement. Viennent ensuite le Parti de l'Istiqlal, puis le Mouvement Populaire, l'USFP (Union socialiste des forces populaires) arrive en quatrième position. Quant au Parti du Progrès et du Socialisme (révisionniste), il compte un élu, en la personne d'Ali Yata, son secrétaire général, élu à Casablanca.

### LA MASCARADE «DÉMOCRATIQUE»

La campagne électorale s'était ouverte le 21 mai dernier. Un millier de candidats environ y participaient. Il s'agissait de renouveler les deux tiers du parlement ; le troisième sera élu ultérieurement au suffrage indirect par des notables.

Depuis un an environ, Hassan s'efforce de donner au régime ultra-réactionnaire qu'il dirige l'aspect de la «libéralisation» et de la «démocratisation». Pour cela, il veut faire croire à l'existence d'une «opposition» à part entière qui participerait de plein droit à la vie politique du pays. Ce qui ne l'a pas empêché d'intervenir dans la campagne pour mettre en garde contre «les excès de démagogie» qui pourraient leurrer ces électeurs. Ce qui ne l'a pas empêché, non plus, d'interdire à l'«opposition» l'accès à la télévision.

Mais surtout, Hassan, prévoyant, a pris toutes les précautions dont il est coutumier pour assurer le déroulement du scrutin dans de «bonnes conditions». Quinze jours avant les élections, sa police a entrepris de «mettre à l'ombre» un certain nombre de gêneurs, parmi lesquels, semble-t-il, l'ancien président de l'UNEM (Union Nationale des Étudiants Marocains), dans le but probable d'éviter d'éventuels incidents. Des rafles, que l'on peut qualifier de préventives, se sont multipliées au cours des deux dernières semaines, dans les facultés : plusieurs centaines d'étudiants ont été arrêtés. Et cela avec toute la sauvagerie coutumière à la «démocratie» selon Hassan notamment à l'École de statistique de Rabat, où c'est yeux bandés et menottes aux mains que les étudiants ont été enlevés par la police, et pourchassés à coups de manches de pioche, armes habituelles des forces de répression. Néanmoins, des incidents ont eu lieu, on parle même d'un mort, assassiné par la police.

### DES «INDÉPENDANTS» BIEN PEU AUTONOMES

Dans de telles conditions, le succès des «indépendants» n'est pas pour surprendre, car il ne s'agit, sous cette dénomination, de rien d'autre que des hommes de Hassan II, travestis sous des couleurs «démocratiques». Certains membres du gouvernement — le premier ministre, Hamed Ousman lui-même — se sont présentés sous cette étiquette et ont été élus comme tels.

Les «Indépendants» avaient vu le jour lors des élections municipales et communales de novembre dernier. Leur succès s'était confirmé en janvier à l'occasion des élections aux assemblées provinciales. Succès facile et prévu d'avance, car Hassan n'avait ménagé ni les interventions directes, ni les pressions de tous ordres, allant des «atteintes flagrantes à la personne des élus, qui ont fait l'objet de contraintes, de pressions, et de chantage», selon la dénonciation qui en a été faite, par Boucetta, secrétaire général de l'Istiqlal, à la répression ouverte et à l'intervention policière. Loin de les démentir, les dernières élections n'ont donc fait que confirmer les liens étroits qui unissent les pseudo-indépendants au pouvoir hachémite.

Quant aux dirigeants de l'USFP qui, en dépit de leurs timides — et rares — protestations s'étaient laissés acheter par Hassan et avaient accepté des postes de ministre d'État dans le précédent gouvernement, en échange d'un ralliement à l'hystérie chauvine ambiante dans l'affaire du Sahara occidental, ils ont appris à leurs dépens que la trahison ne payait pas : son secrétaire général, Abdevrahim Bouabid, ministre d'État sans portefeuille, a été battu, à Agadir, par un candidat «indépendant».

### CONTRE LES MASSES : LA RÉPRESSION OUVERTE

Pendant ce temps, un nombre croissant d'opposants sincères, membres du mouvement tels qu'Illal Amam, qui lutte pour l'autodétermination du Peuple sahraoui, ou du mouvement du 23 mars, mais aussi de militants de base de l'USFP, et un grand nombre d'ouvriers, d'étudiants, de lycéens, moisissent dans les geôles de Hassan. Et bien sûr, il ne s'agit pas de prisonniers «politiques», mais selon le roi du Maroc, des prisonniers «éthiques». C'est sans doute ce qui justifie l'usage habituel de la torture.

Les masses ont vu leur pouvoir d'achat diminuer de près de 25 % en quatre ans. Les mouvements de grève pourchassés dans toutes les régions du Maroc, la presse est étroitement surveillée, certaines publications sont interdites. La répression n'épargne pas les enfants, les écoles sont périodiquement envahies par la police qui procède à des rafles et des matraquages sur les écoliers... Démagogie des élus du pouvoir, accommodements avec les notables, répression sauvage pour les masses, c'est cela la «démocratie» d'Hassan II.

Suzanne VALLÉE

## Mozambique

# LE PEUPLE EST MOBILISÉ

## Contre les agressions racistes

Après l'agression des racistes de Rhodésie contre la ville de Mapai au Mozambique, nous avons demandé à une camarade militante du FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) comment la population du Mozambique réagissait à ces agressions du régime de Smith destinées à briser par la terreur, la solidarité militante entre les peuples du Mozambique et du Zimbabwe.

«Je ne peux rien dire sur la dernière agression puisque je suis actuellement en Europe, mais ce que je peux dire, c'est qu'il y a presque tous les jours des agressions, des provocations des racistes sous prétexte de «droit de poursuite» contre les guerilleros du Zimbabwe. Smith veut ainsi internationaliser le conflit ; mais aujourd'hui, c'est impossible, il ne peut espérer une intervention occidentale. Il

veut aussi couper notre peuple du peuple du Zimbabwe, mais c'est aussi un échec, car notre peuple continue à se mobiliser pour le soutenir.

Cette mobilisation est militaire : dans les régions frontalières, les Forces Populaires de Libération organisent les paysans en milices ; les travailleurs qui construisent le chemin de

fer sont aussi armés. Même dans la capitale, Maputo, on a construit des abris anti-aériens et il y a des batteries de DCA dans les quartiers.

Mais la mobilisation est avant tout politique : dans les écoles, les enfants chantent des chansons sur la lutte du peuple de Zimbabwe. Après l'agression du camp de réfugiés de Nyazonia, en août 1976, on a montré des photos, organisé des expositions et des discussions dans les écoles et les quartiers. Il s'agit de faire prendre conscience au peuple du fait que l'ennemi n'est pas prêt à désarmer. Ces explications sont données en relation avec l'expérience de notre propre lutte de libération. Bien entendu, il ne s'agit pas pour nos troupes de pénétrer au Zimbabwe, car se serait tomber dans la provocation de Smith : nous pensons que le peuple du Zimbabwe doit se libérer par lui-même.

Mais nous devons nous préparer à repousser les agressions, à continuer la lutte, jusqu'à la libération de tous les peuples africains auxquels notre pays continuera à servir de base.



A la frontière, un pont détruit par les racistes, au cours d'une agression

## URSS : la constitution de Brejnev

# UNE CHARTE DE L'ÉTAT FASCISTE

Brejnev vient de faire paraître la nouvelle constitution de l'URSS. Bien entendu, ce n'est pas un ensemble de lois qui va changer un Etat oppresseur et fasciste qui s'est renforcé et perfectionné depuis vingt ans pour exploiter le peuple en dénaturant et en vidant de son sens la Constitution de 1936. La nouvelle constitution consacre surtout un état de fait. D'abord, les modifications dans l'organisation du Présidium du Soviet Suprême permettront à Brejnev de renforcer sa dictature personnelle et de préparer sa succession ; le cumul de la direction du parti et de la direction de l'Etat, permettra à ce parti, cœur de la nouvelle bourgeoisie, de légaliser son contrôle absolu sur tous les aspects de la vie du peuple.

La définition de l'Etat comme Etat du peuple tout entier, sert à nier l'existence de classes pour mieux assurer la domination de celle qui est au pouvoir, la

nouvelle bourgeoisie. La définition de l'URSS comme Etat multinational, alors qu'en fait les minorités nationales sont systématiquement réprimées et que la russification s'accroît, vise à farder et embellir cette véritable prison des peuples qu'est devenu l'Etat soviétique.

Le chapitre sur les «droits et les obligations des citoyens soviétiques» a également le rôle de masquer la réalité et de justifier la répression fasciste. En théorie, les citoyens jouissent de toutes les libertés (d'expression, de presse, de réunion), le texte va même jusqu'à dire que «toute poursuite pour fait de critique est interdite» ! Mais le corollaire c'est que «l'exercice par les citoyens des droits et libertés ne doit pas porter atteinte aux intérêts de l'Etat, ni aux droits des autres citoyens». C'est au nom de ces arguments, qu'aujourd'hui, les oppo-

sants sont traqués, privés de leur emploi, internés dans les prisons psychiatriques, envoyés dans les camps où on les fait mourir de faim et d'épuisement. On voit dans ces conditions ce que valent les garanties juridiques inscrites dans cette constitution, puisque la plupart des arrestations et des déportations se font déjà sans jugement, au nom de la défense du prétendu «Etat socialiste». De plus, parmi les devoirs des citoyens, il y a la «contribution au renforcement de la puissance et du prestige de l'Etat» et l'«intransigeance à l'égard des actions anti-sociales». Brejnev précise : «Chaque citoyen doit prêter tout le concours possible au maintien de l'ordre public». Tout contribue dans cette constitution à légitimer l'Etat fasciste, à exiger de chacun délation et collaboration.

J.P. CHAMPAGNY

## AFRIQUE DU SUD : DÉMISSION DE LA MUNICIPALITÉ DE SOWETO

A Soweto, le ghetto africain de Johannesburg, les membres de la municipalité, institution fantôme des racistes, ont démissionné sous la pression de l'association des élèves.

## SEYCHELLES : COUP D'ÉTAT

Un coup d'État a eu lieu hier aux Seychelles, petit archipel situé au milieu de l'Océan Indien.

## URSS : DEMANDE D'AMNISTIE

Des opposants soviétiques et Sakharov ont demandé l'amnistie générale de tous les prisonniers politiques à l'occasion de l'adoption d'une nouvelle constitution au mois d'octobre. Le texte de cette nouvelle constitution a été publié le samedi. L'appel affirme que «de tout temps dans tous les pays, les événements tels que l'adoption d'une nouvelle Constitution, ont été accompagnés par une large amnistie des prisonniers, en premier lieu des prisonniers politiques».

# IL Y A 30 ANS, LE PLAN MARSHALL

Par Camille NOËL

Le 5 juin 1947, le secrétaire d'État américain J. Marshall, prononçait un discours à l'université de Harvard (USA). Ce discours est resté célèbre sous le nom de «plan Marshall» bien que le plan en tant que tel n'ait jamais existé. A l'époque, le discours en question n'eut pas un effet aussi important que celui qu'on lui prête généralement. Tout en déclarant que les USA participeraient au relèvement économi-

que de l'Europe et que ceci n'était dirigé «contre aucun pays ou doctrine quelconque mais, contre la famine, la misère, le désespoir et le chaos».

Marshall ne faisait que confirmer l'orientation stratégique de l'impérialisme américain, proclamée dès la fin de la guerre. Dès 1946, les États Unis affirmaient hautement leur détermination à combattre la révolution mondiale, en

n'hésitant pas à s'appuyer largement sur les forces les plus réactionnaires des pays où le fascisme venait d'être vaincu. Et le «plan Marshall» tout en projetant le renforcement de la main-mise économique américaine dans le monde, devait servir à mieux faire admettre les actions de force contre-révolutionnaires des États Unis, dans un nouveau contexte international.

Seuls, à cette époque, les USA possédaient une puissance économique et technologique leur permettant d'aider au relèvement des économies capitalistes de l'Europe Occidentale. L'Allemagne et l'Italie avaient été vaincues, la France et l'Angleterre sortait très affaiblies

de la guerre. Dans le cadre du marché capitaliste toutes avaient besoin des produits industriels que seuls les USA pouvaient leur fournir. Mais pour payer ces importations, il fallait bien que les USA eux-mêmes leur prêtent les dollars nécessaires au règlement de leurs

achats.

Dès 1946, un prêt était consenti à l'Angleterre, ce qui faisait dire au sénateur américain Wheeler : «La seule raison d'accorder l'emprunt, c'est de soutenir les Anglais pour qu'ils puissent décimer le communisme en Europe».

## LA RUPTURE DU FRONT ANTI-FASCISTE

Très rapidement, le Front Uni anti-fasciste mondial s'était rompu après la défaite du Japon. Les USA n'eurent de cesse de se substituer aux puissances d'avant-guerre (France, Angleterre) dans le rôle de gendarme des peuples. Les tendances à l'hégémonie mondiale furent affirmées en 1946 par Truman qui dénonçait les luttes révolutionnaires menées par les peuples grec et turc contre l'impérialisme britannique dans leur pays et déclarait : «Au mo-

ment actuel de l'histoire mondiale, presque chaque pays doit faire un choix entre des modes de vie s'excluant mutuellement. Nous ne pourrions accepter de changer le statu quo». Et le journaliste Walter Lippmann, un an plus tard, à quelques jours de l'annonce du «Plan Marshall» précisera «Nous avons choisi la Turquie et la Grèce non pas parce qu'elles ont particulièrement besoin d'aide et non pas parce qu'elles sont de brillants exemples de démoc-

ratie, mais parce que ce sont les portes stratégiques menant à la mer Noire, au cœur de l'Union Soviétique».

Mais les USA se heurtent dans leur lutte pour l'hégémonie au renforcement du camp de la Révolution, issu de la guerre anti-fasciste. Renforcement global, à l'échelle du monde, avec la part décisive prise par l'URSS, dans l'écrasement du fascisme, et la création en Europe, des démocraties populaires.



A Cherbourg, où vient d'être monté le premier wagon de 20 tonnes, d'une tranche de 2 500 wagons de marchandises du plan Marshall.

Les USA vont essayer d'exploiter cette situation et tenter de combiner le soutien aux forces les plus réactionnaires qui rejettent la collaboration des PC et l'annonce d'une aide «désintéressée» (présentée par Marshall) qui s'adresse à l'Ouest mais aussi, à l'Est de l'Europe.

A l'Ouest, en présence des alliances politico-parlementaires, où sont encore impliqués des PC, les États Unis cherchent à destabiliser

ces unions politiques. Pour cela, ils apportent tout leur soutien à la fraction de la bourgeoisie qui désire se passer de la collaboration avec les PC, une fois que ceux-ci ont fourni, comme en France, une aide précieuse à la reconstruction de l'économie capitaliste, en mettant la classe ouvrière au service de la bourgeoisie. Et le poids pris par les positions révisionnistes dans certains partis communistes tels que le PCF, rend plus difficile la lutte contre les

visées hégémoniques de l'impérialisme américain.

En France, pour justifier la renonciation à la révolution socialiste, Thorez déclare : «Les progrès de la démocratie à travers le monde, permettent d'envisager, pour la marche au socialisme, d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes».

Dès l'annonce d'une aide «désintéressée» à la reconstruction des économies européennes, la France et l'Angleterre acceptent.

## L'OPPORTUNISME AU SECOURS DE L'IMPÉRIALISME

Toutefois, des positions opportunistes sont nettement affirmées dans les rangs de certains partis communistes et les USA vont chercher à en tirer profit.

L'instauration des démocraties populaires, aussi bien que l'arrivée au pouvoir des PC français, italien notam-

ment, s'étaient réalisées à la suite de la victoire sur le fascisme, de fronts unis nationaux, regroupant le prolétariat, la paysannerie et une fraction de la bourgeoisie.

Mais, au sein de ces alliances, nombre de partis communistes n'ont pas assuré l'hégémonie politique et idéologique du prolétariat,

au point même de mettre celui-ci à la traîne de la fraction anti-fasciste de la bourgeoisie. Et au lendemain de la guerre, différents PC négligent le fait que l'alliance anti-fasciste au niveau mondial, a disparu, et que dans leur pays, la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat est redevenue principale.

Le plan Marshall devait servir aussi à la contre-révolution dans les démocraties populaires, l'action décisive de l'armée rouge soviétique dans l'écrasement du fascisme en Europe de l'Est (ici à Moravska Ostrava, en Tchécoslovaquie avril 1945, étant jugée par l'impérialisme américain comme une menace directe pour ses intérêts.



## L'URSS REJETTE LE PLAN MARSHALL

A l'Est, le PC tchèque s'est d'abord félicité du «Plan Marshall», pour revenir quelques semaines plus tard sur sa position. Mais l'URSS, très consciente des desseins américains, de la volonté des États Unis de renforcer leurs positions dans les démocraties populaires, décide de participer à la conférence des ministres des affaires étrangères européens, à seule fin d'y révéler la nature réelle de l'aide américaine.

La conférence se tint à Paris, du 27 juin au 2 juillet 1947. Il s'avéra alors que les partis européens devaient élaborer un programme économique de quatre ans, qui coordonnerait toutes les économies, et qui devait ensuite être soumis à l'approbation américaine. C'était simplement priver les pays d'Europe de leur indépendance.

L'URSS rejeta le plan

Marshall et, à sa suite, l'ensemble des partis communistes. La réaction des USA fut immédiate. D'abord, ils fournirent une aide considérable au capitalisme allemand pour la reconstruction de son économie afin de donner à l'Allemagne un rôle fondamental dans le bloc militaire qu'ils envisageaient en Europe. Dans ses «Souvenirs», Adenauer rappelait que, fondamentalement, le plan Marshall visait «à élever la production des branches d'industries dont la puissance avait été réduite, de façon à ce que leur niveau dépasse celui d'avant-guerre». Il s'agissait de l'industrie lourde essentiellement, dont les patrons avaient le plus œuvré dans les années trente, à l'installation du fascisme.

Consolidant leur position aux avant-postes de l'Europe Occidentale occupée par leurs troupes, les USA tenteront ensuite de

destabiliser la situation politique des démocraties populaires. Février 1948 : en appuyant jusqu'au bout le parti de droite des socialistes-nationaux à Prague, les USA suscitent une crise politique visant à la chute de l'alliance politique avec les communistes et à la formation d'un gouvernement homogène des partis de droite.

Mais la réaction des peuples tchèque et slovaque sera immédiate, les comités d'usine armeront les masses, mettant ainsi fin aux manœuvres de la bourgeoisie, puissamment aidée par les USA. La vigilance populaire avait été consolidée par la réunion constitutive du Kominform, en septembre 1947, pour coordonner l'action des partis communistes et qui avait rappelé au mouvement communiste international et à tous les travailleurs, que l'heure était à une lutte intransigeante contre le camp impérialiste.

# PARMI VOS LETTRES

## PENDANT LES MANOEUVRES, DES ACCIDENTS QUI NE SONT PAS DES HASARDS

Au cours de la manœuvre Danube qui simulait une attaque du 3<sup>e</sup> régiment de hussards contre le 24<sup>e</sup> groupe de chasseurs mécanisés (surnommés les Rouges), un accident s'est produit.

Un obus à blanc, soi-disant «inoffensif» tiré par erreur, a explosé, déchiquetant la jambe d'un chauffeur de jeep.

Celui-ci a été transporté à l'hôpital.

Dans tous les escadrons, les capitaines commandants ont demandé à tous les appelés et gradés de verser quelque chose dans la

caisse de «solidarité» à l'accidenté «exceptionnel». En fait, cette quête avait un caractère obligatoire et en réalité, ce que demandaient les «supérieurs» c'est de lui payer sa jambe ! L'ensemble des soldats qui ont été obligés de verser, ont trouvé ça scandaleux et révoltant. D'autant plus qu'un capitaine se permet de signer un article dans le journal officiel du 3<sup>e</sup> régiment distribué aux soldats, article intitulé «amitié, solidarité», dans lequel il tente de montrer que ce soldat amputé est un exemple de martyr. «Le courage exceptionnel et la force d'âme dont fait preuve X face à cette terrible épreuve

force l'admiration de tous ceux qui ont eu l'occasion de le voir à l'hôpital».

Durant la même manœuvre, un autre soldat a eu la main broyée puis amputée, mais cette nouvelle a été cachée par les gradés. Aucune nouvelle non plus de l'accident d'une autre jeep de la même manœuvre.

Récemment un autre appelé est mort au bout d'un mois d'armée. Aucune précision officielle n'a été donnée. Encore un de plus dans «les 7% de pertes autorisées». Mais pourquoi et comment ?

D'une manière générale, aucune mesure de sécurité n'est prise pour éviter les accidents... Plus encore, au cours de manœuvres l'état-major pousse les appelés à se taper dessus en utilisant n'importe quel objet pour frapper (gourdins, crosse...).

En général, les appelés sont poussés à être constamment prêts jour et nuit (gardes, manœuvres...), ce qui fait que les soldats tombent de fatigue et sur la route, ce sont de véritables dangers publics.

Un soldat appelé

## APPEL DE PATRIOTES TOGOLAIS

(EXTRAITS)

Depuis le 18 avril dernier, la dictature militaire togolaise à la solde de l'impérialisme, français essentiellement, procède à une vague d'arrestations arbitraires. Parmi les nombreuses personnes arrêtées, on dénombre plusieurs anciens étudiants. La plupart sont accusés d'être anciens militants du mouvement étudiant togolais. Voici dans l'état actuel de nos informations une liste approximative :

Adeoussi, Agbodjavou Kossi, Dobou Yao Émile, Diabo Kokou Salomon, Foly Léon, Gbikpi Bénissan, Gnassogbo Gabriel, Kuevikoué Daniel, Kuevigin Epou Vincent, Kouevi Dovi André, Looky Alexis, Thadiri Bonaventure, Wilson Marc, Zoumaro Lamtam. De plus, il y a de nombreux étudiants de l'université du Bénin arrêtés dont des Voltaiques et des Nigériens.

Ces arrestations sont faites avec la participation active d'éléments contre-révolutionnaires dont Ouattara F. Natchaba, déjà démasqué et exclu en son temps du mouvement étudiant.

Mais avant, de nombreuses personnes ont été arrêtées, jetées en prison, dont on n'a aucune nouvelle et pour qui le pire est à craindre. C'est le cas de : Kaledji Kokou, Boukari Kérim, Tessilimi Yacoubou, Madoubou Abdou Kérim, Wissi Alfa, Kogei Gérard, Djagba Laurent, Tchacoun, Bokobosso, Marbohan Dorégo, Lanzo, Da Cruz Patrice, Zolland Emmanuel, Tsoghe Frank, Mate Sobouahé, Klougan Ignace, Loisel Augustin, Banabessi

Augustin. De plus, la dictature militaire togolaise depuis le mois d'avril dernier, garde toujours en prison et dans des conditions inhumaines, des personnes qui de près ou de loin n'ont eu et n'ont rien à voir avec le mouvement étudiant ; il s'agit entre autres personnes : des deux sœurs Mensah et de M. Lassey Adodo faussement accusés «d'être des antennes des étudiants», etc.

Toutes ces «accusations» sont de faux et grossiers prétextes qui traduisent bien clairement le désarroi total des autorités réactionnaires togolaises face au profond mouvement de mécontentement et de révolte des masses populaires qui refusent et dénoncent la domination impérialiste internationale, et ses laquais togolais.

En effet, et en dépit des apparences, le Togo reste, pour l'essentiel, et dans beaucoup de domaines, dans la mouvance de l'impérialisme français. C'est ainsi que :

Depuis près de quatre ans, et plus particulièrement cette année, une gigantesque famine sévit au Togo et décime les masses populaires, alors que la dictature militaire togolaise, Gnassigbé Eyadema en tête, se livre pour son propre compte et sans vergogne à des exportations massives de maïs, de mil, d'ignames (pommes de terre africaines), dénuées de première nécessité vers la Côte d'Ivoire, le Zaïre, le Gabon surtout.

La nouvelle répression hystérique que vient de

déchaîner la dictature militaire togolaise n'est nullement le signe de sa force. Elle révèle de façon patente aux yeux du monde entier sa profonde faiblesse.

Aussi en appelons-nous à l'ensemble des compatriotes, aux anti-impérialistes et organisations démocratiques, à l'ensemble de l'opinion internationale pour qu'ils œuvrent urgemment et efficacement, pour la libération immédiate et sans condition des patriotes et de tous les détenus politiques au Togo.

Aux patriotes togolais au Togo et hors du Togo, nous demandons instamment de ne pas tomber dans le

découragement, ni sombrer dans le désespoir.

Nous devons plus que jamais «mépriser l'ennemi» (l'impérialisme et ses laquais togolais) sur le plan stratégique et pour vraiment vaincre, nous devons et devons toujours et encore davantage, tenir pleinement compte d'eux sur le plan tactique.

La cause de notre peuple est juste et triomphera inéluctablement !

A bas l'impérialisme français principalement dans notre pays !

Avec le peuple togolais organisé, nous vaincrons !

Des patriotes togolais

### LE «COMITÉ DE SOLIDARITÉ AVEC LES LUTTES DU PEUPLE MEXICAIN»

tient à vous informer que depuis de nombreuses années, le gouvernement mexicain donne à l'étranger une apparence mensongère de démocratie.

La répression est pourtant permanente au Mexique et n'a fait que s'aggraver sous le nouveau président, Lopez Portillo.

Pour que ces faits soient mieux connus, le comité organise une :

**SOIREE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE MEXICAIN**  
MERCREDI 8 JUIN - 20 h 30

44, rue de Rennes (M<sup>o</sup> St-Germain-des-Prés) - IV<sup>e</sup> PROGRAMME

— Chansons de lutte avec Judith Reyes,  
— Table ronde avec la participation du Comité de la Défense Physique et Moral des Prisonniers Politiques du Mexique.

— Personnalités d'organisations françaises :  
André Jaques : CIMADE  
Daniel Jacobi : Ligue des Droits de l'Homme  
Maurice Barth  
François Gèze : CEDETIM  
François Charbonnier  
Anne Vallier

**manifeste**

**pour le socialisme**

**PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE**  
Marxiste-Léniniste

Le 2<sup>e</sup> tirage de la première édition du «Manifeste pour le Socialisme» est à votre disposition. Passez vos commandes. Prix : 8 F + 2 F de port.

**ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE**

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

Abonnement normal : 300 F  
Abonnement de soutien : 500 F  
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :  
en une fois .....  
en trois fois (échelonné sur trois mois) .....

**SOUSCRIVEZ AUX 10 MILLIONS POUR LA TRANSFORMATION DU QUOTIDIEN DU PEUPLE**

**TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN**

**636.73.76.**  
DE 13 H A 18 H 30

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 7713 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# Elise OU la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles» 26<sup>e</sup> Épisode  
copyright Édition Danoël

— Oui, elle sera là demain ou après-demain. Pas la peine que je t'explique, ça serait trop long... Seulement, tu vois, c'est à propos de la chambre. Je suis déchiré, dit-il faussement.

« Pourquoi l'ai-je fait venir ? » devait-il ruminer. Quelle idée ! Il s'était assis, les jambes écartées et les bras ballants entre les cuisses. La barbe, les yeux vertigineusement vides, un creux accentué sous les pommettes, deux rides d'expression maussade entre les sourcils, la chemise sale — une épave, avait dit amicalement Henri —, je l'imaginai, un matin de solitude, cherchant autour de lui le café brûlant qu'il était bien incapable de se préparer. J'étais perdante, mais je résolus de me battre.

— Dois-je repartir ? demandai-je pour l'acculer. Il lui était difficile de répondre oui.

— Comment faire ? dit-il habilement.

Nous jouâmes ainsi quelques secondes, et je sentis qu'il s'impatientait.

— Cette fois, dis-je, où vas-tu m'envoyer ?

Il ne répondit pas. Je le trouvai mou. Où étaient les éclats d'autrefois ?

— Je vais te payer une chambre à la journée dans un hôtel proche d'ici pour que tu ne te sentes pas trop isolée. Et puis, pendant mes heures libres, je chercherai. Je verrai Henri, d'autres copains... Michel connaît un foyer pas loin d'ici... — Et en attendant ?

— En attendant, tu restes ici. Moi, je prendrai une chambre à la journée.

— Non, dis-je radoucie. Moi, je paierai moins cher que... vous deux. Connais-tu une adresse ? — N'importe où, à Paris, ici.

— Je ne connais pas n'importe où. Te reste-t-il de l'argent sur... — Oui, voilà cinq mille. Après, je suis raide.

— Alors, comment feras-tu ?

Il eut un geste d'indifférence.

— Ne penses-tu pas, remarqua-t-il, que l'argent est vraiment une chose importante ? — Pas exactement. Je pense surtout que nous finissons par perdre de vue les choses importantes à cause de l'argent.

— Ça revient au même, soupira-t-il.

Il essaya de s'intéresser quelques minutes à notre conversation, mais je me rendis vite compte qu'il parlait sans la suivre. Ses yeux fixes luisaient. La venue d'Anna occupait son imagination. J'étouffais de curiosité, mais je ne lui posai aucune question.

— Dois-je partir ce soir ?

— Que non ! protesta-t-il. Laisse la clé en bas, au bureau. C'est tout. Demain soir, je t'aurai trouvé quelque chose.

Le lendemain matin, je préparai ma valise. « Ça aurait été plus juste qu'il me laissât ici. Elle a l'habitude des hôtels, elle. J'ai l'impression qu'il trouve plaisir à me bousculer, à m'obliger à vivre hors de mon aquarium. Je vais retourner chez nous. »

Anna, ce n'est qu'un décor, une construction habilement montée, un mensonge, une illusion. Anna mise à nu, il reste un corps, maigrement perché, deux seins naissants, le teint ingrat des filles passionnées, des yeux larges et trop écartés, d'énormes cicatrices laissées dans le cou par des glandes de croissance, une grande paresse, un orgueil qui trouve son compte à de spectaculaires humiliations, un besoin permanent de lit, de chaleur, de sommeil, une indifférence non feinte à la nourriture, quelques longs cheveux surmontant le tout.

(à suivre)

## Le néoréalisme de Rossellini

# DU PROGRESSISME AU DIDACTISME

En 1946, la révélation du premier festival de Cannes est un film italien d'un jeune auteur, pratiquement inconnu, malgré trois films tournés pendant l'époque fasciste. Roberto Rossellini.

« Rome, ville ouverte » apporte par rupture avec le cinéma officiel de Mussolini, le signe d'un profond changement. D'après un scénario écrit dans la clandestinité en collaboration avec un responsable du PCI, le film décrit par des images fortes et émouvantes la lutte du peuple romain contre le fascisme. L'emploi d'acteurs non-professionnels, la technique proche du documentaire, les scènes improvisées sur les lieux réels où se situe l'action donne au film un ton très neuf.

Il marque le début du « néoréalisme », mouvement cinématographique qui est le reflet des aspirations profondes du peuple italien, qui a pu voir dans la libération et la résistance l'amorce d'une véritable révolution. Mais le néoréalisme et son principal créateur Rossellini ne sont pas dépourvus d'ambiguïtés qui se révéleront au fur et à mesure que la bourgeoisie italienne soutenue par l'impérialisme US renforce son pouvoir avec la complicité du PCI.

« Païsa », tourné peu après « Rome ville ouverte » se présente comme une série d'épisodes de la résistance et de la fin de la guerre dans plusieurs régions d'Italie. Mais le film baigne déjà dans une at-

mosphère très sensible d'échec et de pessimisme. Avec les films suivants (« Allemagne année zéro », « Stromboli », « Europe 51 », « Voyage en Italie », etc.). Rossellini s'éloigne de la veine populaire et progressiste qui avait marqué ses débuts même s'il s'est efforcé de montrer la réalité de l'Europe de l'après-guerre. Son idéalisme, son humanisme s'expriment de plus en plus fortement en particulier lorsqu'il déclare : « Pour moi, le néoréalisme est surtout une position morale à partir de laquelle on regarde le monde ».

« Europe 51 » symbolise à merveille sa vision du monde à la fois généreuse et idéaliste. On y voit en effet une riche bourgeoise (Ingrid Bergman) qui passe pour folle aux yeux de sa famille à cause de son intérêt pour les paumés, les marginaux, les déshérités.

### LE CINÉMA DIDACTIQUE

Le faible succès de ces films entraîne Rossellini vers d'autres activités. En 1954, il tourne pour l'ORTF « la prise du pouvoir par Louis XIV » reconstitution minutieuse des premiers mois du pouvoir du Roi-Soleil. C'est le début de ce qu'il appellera lui-même un « cinéma didactique », consacré à des biographies (Pascal, Socrate, St Augustin...) ou des études historiques (« L'âge des Médiévis », « Les actes des apôtres »).

En fait, derrière la chronique historique reconstituant avec précision et dé-



taills une époque historique, Rossellini reproduit une vision qui fait la part belle aux grands hommes, aux génies qui ont marqué leur temps. Les titres de ces films sont à juste titre révélateurs.

Mis en vedette par le festival de Cannes dont il était président du jury, R. Rossellini était devenu un des cinéastes mondiaux les plus connus. Sa mort a été saluée par la « grande presse » comme un grand événement. C'était un « sage », un « humaniste » déclare le Monde du 5 juin. L'Humanité n'hésite pas à lui décerner le titre de « grand cinéaste, d'analyste scrupuleux, de novateur ».

### LE REFLET D'UNE SOCIÉTÉ

Si l'œuvre de l'auteur doit être considérée comme

exemplaire, c'est surtout par l'évolution des intellectuels italiens qu'elle reflète d'une manière significative.

Privés d'une perspective révolutionnaire cohérente par la trahison du PCI, le « néoréalisme » finira sur les chemins du cinéma bourgeois.

« Le général Della Rovere » qui sera présenté lundi soir à TF1 est le dernier film néoréaliste de l'auteur. Il montre un escroc qui se fait passer pour un général de la Résistance, se prend peu à peu pour son personnage et meurt en héros.

Un film dont le scepticisme reflète celui auquel a abouti son auteur.

Jean-Pierre BOULOGNE

## Programme télé

### LUNDI 6 JUIN

#### TF 1

12 h 30 - Midi Première  
13 h 00 - TF 1 Actualités  
13 h 50 - Restez donc avec nous  
18 h 05 - A la bonne heure  
18 h 35 - Les patapluches  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - Graine d'ortie, feuilleton  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien... raconte !  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Trente-six heures avant le débarquement, film américain de G. Seaton (1964)  
22 h 20 - Titre courant  
22 h 30 - Des idées et des hommes : « Blaise Pascal »  
23 h 35 - Journal

#### A 2

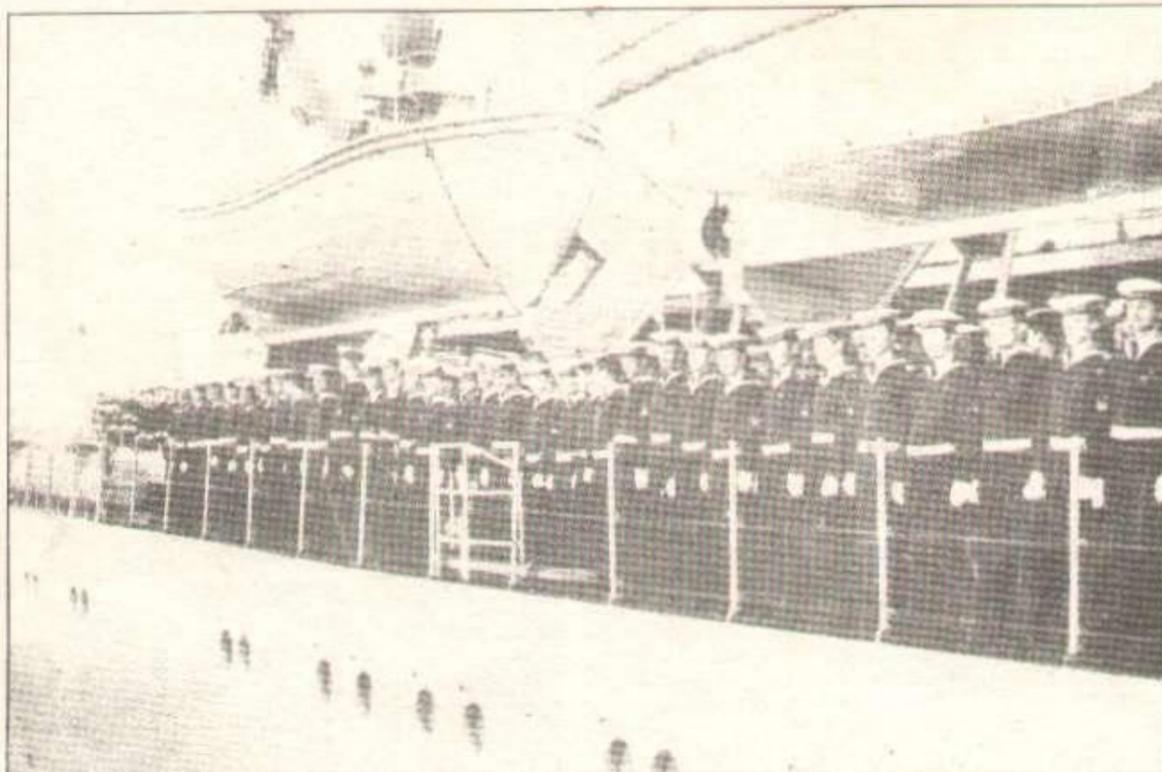
13 h 35 - La télévision régionale  
13 h 50 - Bergeval et fils, feuilleton  
14 h 00 - Les après-midi d'Antenne 2  
18 h 45 - Flash information

18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Flash information  
19 h 45 - La tirelire  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - La tête et les jambes  
21 h 55 - Alain Decaux raconte .... « Cagliostro »  
22 h 55 - L'huile sur le feu, « L'armée »  
23 h 35 - Journal

#### FR 3

18 h 45 - La chronique du mois, émission pour les jeunes  
19 h 05 - La chronique du mois  
19 h 05 - Sport 22  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre : Louis Leprince-Ringuet  
19 h 55 - FR 3 Actualités  
20 - 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Cinéma public « L'Étau »  
22 h 30 - FR 3 Actualités

# Les éclaireurs de Brejnev en visite en Normandie



Des élèves officiers de l'académie navale de Kronstadt.

## CHERBOURG A L'HEURE DU SOCIAL-IMPERIALISME

Le mercredi 25 mai, deux navires de guerre russes arrivaient à Cherbourg : le navire école «Smolny» et l'escorteur d'escadre «Jgouchy» qui font partie de la flotte du Nord de la marine de guerre soviétique. Ils furent accueillis par des salves d'honneur (80 coups de canon furent échangés) et la musique militaire. La bourgeoisie locale avait mis un soin particulier à leur faire un accueil chaleureux.

C'est la troisième fois en sept ans que des bâtiments de guerre soviétiques font escale à Cherbourg. Les croiseurs «Révolution d'Octobre» et «Sverdlov» avaient déjà accosté dans le port. Mais précédant la venue de Brejnev en France, cette escale de cinq jours et demi a revêtu cette année une importance particulière dans cette municipalité qui vient juste d'avoir son nouveau maire socialiste.

### DU BEAU MONDE QUI SE VOUDRAIT RASSURANT

Les sociaux-impérialistes ont voulu donner à cette escale une certaine importance, il suffit pour s'en convaincre de regarder le personnel politico-militaire qui s'est déplacé à cette occasion. C'est l'amiral Egorov, commandant en chef de la flotte du Nord et membre du Soviet Suprême, accompagné de quatre contre-amiraux, dont Maltov chargé des opérations qui ont accueilli à leur bord les autorités françaises.

Le premier conseiller et les membres de l'ambassade soviétique à Paris s'étaient

également déplacés pour la circonstance ainsi que les responsables de l'information militaire de la «Pravda» et des «Izvestia» et le correspondant de l'Agence Tass.

Profitant de cette escale, une délégation soviétique conduite par le vice-ministre du commerce extérieur est arrivé en avion à l'invitation du PDG de l'E.T.P. (Entreprise pour les Travaux Pétroliers Maritimes) et a pu longuement visiter les chantiers cherbourgeois de cette entreprise.

Tout ce beau monde a été chaleureusement accueilli par la nouvelle municipalité de l'union de la gauche dirigée par Darinot, PS, et ont pu multiplier leurs déclarations largement reprises par la presse et la télévision régionale. L'amiral Egorov a tenu une conférence de presse où il s'est voulu rassurant.

«Notre peuple approuve avec beaucoup de confiance les efforts de son gouvernement, qui en politique extérieure, lutte pour le maintien de la paix et le développement de la coopération internationale, notamment avec les pays occidentaux», il a souhaité que cette visite contribue à la «meilleure connaissance entre les deux marines». Quant à ses acolytes, ils ont notamment déclaré : «Nous sommes des militaires animés d'un idéal de paix qui voudrait que les canons n'aient pas d'autres utilisations que de tirer des salves d'honneur». Comme en Tchécoslovaquie, sans doute ! Egorov est allé déposer une gerbe au monument de la Résistance et

à lui-même planté un arbre fourni par la municipalité, «gage d'amitié», comme dit la presse locale. «Qu'il pousse en bonne mémoire, je reviendra le voir» a déclaré Egorov, annonçant sans doute une nouvelle visite.

### DES VISITES INSTRUCTIVES POUR LES SOCIAUX-IMPÉRIALISTES

L'amiral Egorov a présidé à une visite complète des installations du Centre d'Instruction Nautique de la marine nationale et s'est longuement entretenu avec le maire et ses adjoints, le préfet maritime et le sous-préfet de Cherbourg. Il a également reçu à son bord le général d'armée aérienne Pierre Poujade, prix Lénine de la paix, et Pierre Godfroy, député RPR du groupe parlementaire France-URSS auxquels il a remis un cadeau personnel.

Les sociaux-impérialistes ont fait preuve d'une grande curiosité, s'intéressant à tout. Au cours des nombreuses visites, ils ont pu rencontrer quelques industriels cherbourgeois bien connus. A leur demande, les responsables des informations militaires soviétiques et le correspondant de l'Agence Tass ont pu visiter les installations du journal local. Quant aux marins, solidement encadrés par des officiers, et répartis en plusieurs groupes, ils ont pu sillonner systématiquement la région : La Hague, les villes environnant Cherbourg et les plages du débarquement américain de 44, estimant peut-être qu'il y avait là

quelques bonnes leçons à retenir. S'arrêtant jusque dans les petites communes ils se sont intéressés de près également aux installations agricoles, s'en faisant expliquer les moindres détails. La presse régionale a pu noter le nombre impressionnant de photos prises sur ces itinéraires par ces touristes d'un nouveau genre. Nul doute que ces multiples renseignements seront précieux pour le KGB.

### LA NOUVELLE MUNICIPALITÉ D'UNION DE LA GAUCHE : «DES SOUVENIRS INOUBLIABLES... AU REVOIR ET A BIENTÔT»

Au moment du départ des navires soviétiques, Darinot, nouveau député maire adressait un chaleureux message à l'amiral Egorov :

«Amiral, ... toutes nos félicitations pour les magnifiques spectacles dispensés par vos marins ainsi que leur excellente tenue... Ces très belles journées, souvenirs inoubliables pour nos concitoyens, faciliteront notre démarche commune vers la recherche de la paix dans le monde. Bon retour et à bientôt».

Il faut dire que la nouvelle municipalité avait bien fait les choses, organisant des soirées spectacles franco-soviétiques, un match de football avec l'équipe de marine russe. Les troupes soviétiques ont d'ailleurs pu défilé dans la ville, musique en tête, et présenter les armes devant le monument des déportés.

Les habitants de Cher-

Un de nos correspondants de Normandie, nous a adressé l'article qui suit sur la visite à Cherbourg, de 2 navires de guerre soviétique, ayant à leur bord des personnalités de haut rang du nouvel impérialisme russe. Cette visite, et la manière dont elle a été relatée dans la presse locale, nous semblent très significatives, à la fois des pratiques de l'URSS d'aujourd'hui, à la fois de l'attitude qu'adopte toute une partie de la bourgeoisie française face aux pressions soviétiques.

Parce que, on ne saurait s'y tromper, même si de tels faits passent trop souvent inaperçus, il y a dans la réalisation de telles visites une volonté bien nette du social-impérialisme soviétique. Montrer sa force, intimider par l'exhibition de ses navires, et de ces «marines» d'un nouveau genre, même s'ils n'ont à la bouche que des paroles «amicales». Accumuler des renseignements, des relations, qui dans un autre cadre de la situation internationale et des tensions dont elle est porteuse, se révéleraient être des atouts particulièrement importants dans les mains des nouveaux tsars du Kremlin. On ne saurait se laisser duper par le langage «amicable» des ambassadeurs itinérants de l'URSS. De tout temps, les flottes de guerre étrangères qui venaient s'exhiber dans nos ports, le faisaient dans le but d'imposer leur volonté, leur tutelle à notre pays. Il n'y a pas si longtemps, les navires US mouillaient à longueur d'année dans nos ports, les marines se comportant comme en terrain conquis ; et si notre peuple a lutté pour que ces envahisseurs «pacifiques» rebroussent chemin, ce n'est certainement pas pour voir poindre les «marines» russes.

Aussi le langage de la classe dominante, face à ces pressions est-il particulièrement inadmissible. Qu'il s'agisse de Giscard offrant complaisamment 20 minutes d'antenne à Brejnev, ou se taisant sur les manifestations les plus odieuses du fascisme de Brejnev, qu'il s'agisse de ces dirigeants PS et PC fraîchement élus à la mairie de Cherbourg, il est particulièrement dangereux de voir dans notre pays, des individus se faire les propagateurs zélés du thème brejnevien de la détente, alors que l'URSS développe au maximum ses forces armées, braquées sur l'Europe, sillonne les océans avec sa flotte, et rivalise sur tous les plans avec la superpuissance américaine. Ces préparatifs de guerre doivent être constamment dénoncés. L'article de notre correspondant, à la veille du voyage de Brejnev, doit y contribuer.



Des soldats soviétiques en ballade dans les magasins de Cherbourg

bourg ont pu voir déambuler dans les rues des groupes de marins russes solidement encadrés (1 officier pour 3 ou 4 marins), appareil photographique en bandoulière et achetant cigarettes et souvenirs.

Il y a maintenant quelques temps, la visite des navires de guerre US à Cherbourg constituait un événement. Les marins américains distribuaient volontiers chewing gums et cigarettes. Les marins russes, quant à eux, distribuent des brochures sur l'URSS.

Alors que la puissance militaire américaine était à son apogée, la presse locale ne tarissait pas d'éloges pour la marine américaine.

Aujourd'hui, la presse locale qui reflète l'état d'esprit de la bourgeoisie, s'est montrée fascinée par la puissance et la discipline

soviétique. C'est ainsi qu'on peut lire dans un journal local qui a consacré des pages entières à cette visite : «Cette troisième visite de la marine soviétique a fait à nouveau une forte impression sur nos concitoyens que n'étonnent plus pourtant l'extrême correction ni la discipline des matelots russes. Si l'on considère toujours que cette dernière qualité fait la force principale des armées, il faut bien se dire que la puissance navale soviétique ne se mesure pas seulement en tonnage, ni en armement».

Quant aux travailleurs cherbourgeois, ils ne se sont guère laissés prendre au faste des cérémonies. Tout au plus faisaient-ils allusion à ce que leur père leur ont raconté : le débarquement du tsar Nicolas II à Cherbourg. Une comparaison qui prend tout son sens avec la venue de Brejnev en France.